



Laurence Baratier-Negri

Valéry Giscard d'Estaing & le Royaume-Uni

Le rendez-vous manqué avec l'Europe ou le Brexit annoncé



SORBONNE UNIVERSITÉ PRESSES

Crise économique, choc pétrolier, mondialisation... au tournant des années 1970, la relation franco-britannique prend un nouveau départ.

La France et le Royaume-Uni, anciennes grandes puissances devenues moyennes, doivent affronter les mêmes défis de la concurrence internationale et de la crise énergétique. Pour les deux pays, l'Europe apparaît comme un multiplicateur de puissance. Le Royaume-Uni adhère à la Communauté économique européenne. Valéry Giscard d'Estaing, nouvellement élu en 1974, prend la tête de la relance du vieux continent. Il pose les bases de la future Union européenne, en créant notamment le système monétaire européen, ancêtre de l'euro.

Le bilatéral avec le Royaume-Uni est alors réactivé, au service des deux dynamiques de la période, la mondialisation et l'intégration régionale. Sous l'impulsion du président français, de nouvelles enceintes se mettent alors en place, tels le G7 et le Conseil européen. Un calendrier international s'impose, dans lequel s'inscrivent des négociations qui s'emboîtent selon des jeux d'échelles que Paris et Londres expérimentent ensemble pour peser sur la scène internationale. La relance de l'entente cordiale se heurte cependant à un obstacle de taille : l'Europe.

Le retour sur cette période à la fois proche et lointaine permet de mettre à jour les permanences dans les calculs et arrières pensées britanniques qui mèneront au Brexit en 2016.

Illustrations de couverture :

Haut : James Callaghan reçoit Valéry Giscard d'Estaing à la résidence de Chequers, le 13 décembre 1977 (Photo © Central Press/Hulton Archive/Getty Images)

Bas : Margaret Thatcher & Valéry Giscard d'Estaing lors d'un sommet franco-britannique à Londres le 19 novembre 1979, Royaume-Uni (Photo © Jacob SUTTON/Gamma-Rapho via Getty Images)

ISBN de ce document :

979-10-231-3472-8

VALÉRY GISCARD D'ESTAING
& LE ROYAUME-UNI

Musique et politique en Allemagne, du III^e Reich à l'aube de la guerre froide
Élise Petit

Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemandes (1939-1940)
Olivier Forcade, Mathieu Dubois, Johannes Großmann,
Fabian Lemmes & Rainer Hudermann (dir.)

Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde
Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

La Grande Guerre des assiettes
Jean-Pierre Chaline (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine. Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales
Olivier Zajec

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours
Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)
Paul de Villelume ; édition établie par Simon Catros

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA
Mathieu Dubois

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais, soldat de la Grande Guerre
Nadine-Josette Chaline

La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)
Laurent López

Sortir de la guerre
Michèle Battesti & Jacques Frémeaux (dir.)

Les Guerres balkaniques 1912-1913
Jean-Paul Bled & Jean-Pierre Deschodt (dir.)

L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)
Jean-Baptiste Manchon

Penser le système international (XIX^e-XXI^e siècle).
Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou

Éric Bussièrre, Isabelle Davion, Olivier Forcade & Stanislas Jeannesson (dir.)

Laurence Baratier-Negri

Valéry Giscard d'Estaing & le Royaume-Uni

Le couple franco-britannique
sur la scène internationale
de 1974 à 1981

Ouvrage publié avec le concours de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0616-9

© Sorbonne Université Presses, 2018

Édition numérique : © Sorbonne Université Presses, 2023

Important : les illustrations sont absentes de la version numérique.

Maquette : Patrick Van Dieren

Mise en pages : FACOMPO ROUEN

Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3dzs

SUP

Maison de la Recherche

Sorbonne Université

28, rue Serpente

75006 Paris

tél. : (33) (0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

ABRÉVIATIONS ET SIGLES

ACP (pays)	pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (signataires de la convention de Lomé)
ADMAE	archives du ministère des Affaires étrangères en France
AIE	Agence internationale de l'énergie (OCDE)
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BNOC	British National Oil Corporation
CAP	Centre d'analyse et de prévision
CCEI	Conférence sur la coopération économique internationale
8 CEA	Commissariat à l'énergie atomique
CECA	Communauté économique du charbon et de l'acier
CED	Communauté européenne de défense
CEE	Communauté économique européenne
Coreper	Comité des représentants permanents de la Communauté
CPE	coopération politique européenne
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
DEA	dialogue euro-arabe ou, selon le contexte, Department of Economic Affairs
ECU	unité monétaire européenne
Euratom	Communauté européenne de l'énergie atomique
Eurodif	European Gaseous Diffusion Uranium Enrichment Consortium
FECOM	Fonds européen de coopération monétaire
FED	Fonds européen de développement
FEDER	Fonds européen de développement régional
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
FMI	Fonds monétaire international
FCO	Foreign and Commonwealth Office
FO	Foreign Office (ministère des Affaires étrangères en Grande-Bretagne)
GEIP	Groupe européen indépendant de programme
G7	groupe des Sept, sommet économique mondial

GATT	<i>General Agreement on Tariffs and Trade</i> (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)
GFN	Groupe des fournisseurs nucléaires
INFCE	International Nuclear Full Cycle Evolution
MBFR	Mutual and Balanced Force Reductions
MCM	montants compensatoires monétaires
NA	National Archives, Archives nationales de Grande-Bretagne (Kew, Londres)
NPC	Nuclear Power Company
NMC	négociations commerciales multilatérales
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONU	Organisation des Nations unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PAC	Politique agricole commune
PREM	<i>Prime Minister's Papers</i>
PUS	<i>Permanent Under-Secretary</i> , chef de la diplomatie britannique
RFA	République fédérale d'Allemagne
SALT	Strategic Arms Limitation Talks
SGCI	secrétariat général des Affaires Européennes
SME	Système monétaire européen
Stabex	Système de stabilisation de recettes d'exportation (des ACP et des PTOM)
TNP	Traité de non-prolifération
UCE	Unité de compte européenne
UEM	Union économique et monétaire
UEO	Union de l'Europe occidentale
UKAEA	United Kingdom Atomic Energy Authority
WED	Western European Department
ZEE	zone économique exclusive (zone de 200 milles)

La reine Elisabeth II
& Valéry Giscard d'Estaing,
lors de sa visite à Londres
en 1976

PREMIÈRE PARTIE

**Les acteurs
de la relation franco-britannique**

ACTEURS & PARTIS POLITIQUES

Si les acteurs de la relation franco-britannique subissent le poids des opinions publiques et se trouvent sous l'emprise des représentations mentales de leur temps, ils sont également prisonniers des partis politiques. Dans les années 1970, l'engagement européen du président français crée un nouvel enjeu sur l'échiquier politique. En France comme en Grande-Bretagne, les partis se positionnent par rapport à la construction européenne et à ses débats sur élargissement et approfondissement. Le facteur européen acquiert une telle dimension sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing qu'il devient une question de politique intérieure. Les échéances électorales qui constituent des temps forts de la vie politique intérieure sont suivies de près de part et d'autre de la Manche : elles jouent aussi un rôle dans l'évolution des relations franco-britanniques.

**L'EUROPE DANS LA VIE POLITIQUE INTÉRIEURE BRITANNIQUE :
QUELLES CONSÉQUENCES SUR LES RELATIONS FRANCO-BRITANNIQUES ?**

La carte française dans la stratégie électorale britannique

Pendant toute la période des années 1970, l'appartenance à la CEE fait l'objet de marchandages politiques intenses entre gouvernement et partis. Les stratégies électorales doivent prendre en compte le facteur européen. En effet, dès 1974 se pose le problème de l'arrivée au pouvoir d'un parti, le Parti travailliste, qui veut renverser la politique étrangère de son prédécesseur, le gouvernement conservateur d'Edward Heath ayant fait de l'Europe le nœud de sa politique étrangère. Au contraire, le programme électoral du Parti travailliste prévoit la « renégociation » des termes de l'adhésion au Marché commun. De plus, on assiste depuis 1972 à une radicalisation du Labour qui se replie vers la gauche. Dans ses mémoires, James Callaghan souligne cette évolution due à « l'arrivée de nombreux militants d'extrême gauche, ce qui pose des problèmes d'entente avec les membres traditionnels¹ ». Au congrès de 1973, la campagne contre les structures de la CEE domine, et une résolution en vue d'une renégociation du contrat passé avec les partenaires européens est votée à une large majorité. Au cours de la campagne électorale de février 1974, les travaillistes dénoncent la vie

1 James Callaghan, *Time and Chance*, London, Politico's, 2006, p. 285.

chère, l'augmentation du prix des denrées alimentaires et les méfaits de la CEE, thèmes plus populaires que ceux, trop abstraits et politisés, de la campagne du Parti conservateur. Comment le Labour va-t-il se positionner par rapport à l'Europe une fois au pouvoir ?

84

Wilson dirige un gouvernement minoritaire mis en échec à plusieurs reprises à la Chambre des communes. La précarité de cette situation le contraint à envisager de nouvelles élections à bref délai, après l'été. Le Premier ministre et le secrétaire d'État James Callaghan doivent tenir la balance égale entre pro-européens engagés et adversaires irréductibles de la CEE. Callaghan est plutôt européen mais plus par calcul, de même que Wilson : leur but est d'éviter la rupture. La position de Callaghan est subtile : il doit manifester à Bruxelles assez de bonne volonté pour obtenir des concessions de ses partenaires et exprimer assez d'exigences pour maintenir et préserver la « coalition » travailliste². Le soutien de la France se révèle déterminant pour le Premier ministre qui souhaite se rendre rapidement à Paris pour rencontrer le président français. La visite du Premier ministre le 19 juillet 1974 n'est donc pas étrangère à ce contexte intérieur. La stratégie électorale de Wilson est bien analysée par l'Élysée : « Wilson vient à Paris pour obtenir de meilleures conditions financières dans la CEE ; alors, il pourra amener son parti et l'opinion publique à accepter le maintien dans la CEE. Nous ne pouvons pas sacrifier la construction européenne aux états d'âme de l'opinion britannique ni aux démêlés internes du Parti travailliste³. » L'Europe constitue donc bien un enjeu électoral qui s'inscrit pour longtemps dans la relation franco-britannique. Les archives de l'Élysée montrent le fonctionnement de cette stratégie bien comprise et l'interdépendance entre la question européenne en Grande-Bretagne et les relations franco-britanniques. En effet, Wilson, qui prévoit des élections en septembre pour consolider sa majorité, demande à rencontrer le président français le plus tôt possible en juillet. L'Élysée explique cette demande par le besoin qu'il a de l'assurance du président français que ses demandes de révision des règles de financement en faveur de la Grande-Bretagne seront acceptées. Ainsi, il pourra se présenter en position de force devant les électeurs après l'été. Mais les Français ne veulent pas céder face aux revendications britanniques :

Les exigences de Londres quant au budget communautaire ne sont pas acceptables. Nous ne pouvons pas davantage nous interdire par avance de lancer l'initiative européenne que le président a laissée prévoir. Nous pouvons en revanche sans grande difficulté faire preuve de compréhension sur le calendrier

2 ADMAE, carton 362, Bertrand Lacampagne, *Le Parti travailliste et le référendum sur l'Europe*, mémoire de DES en sciences politiques, Paris I, 1975.

3 5 AG 3, carton 995, note du secrétaire général pour le président, 16 juillet 1974.

et sur la forme. Sur le calendrier nous pouvons faire en sorte que l'examen des demandes britanniques, et en particulier des demandes financières, n'ait lieu qu'après les élections anglaises et nous pouvons aussi retarder jusque-là notre initiative de relance européenne. Nous n'avons pas intérêt en brusquant les choses à fournir à Wilson un prétexte pour nous faire porter la responsabilité du retrait de la Grande-Bretagne du Marché commun⁴.

Wilson a donc besoin du président français pour remporter les élections. L'Élysée souligne que le Premier ministre est plutôt favorable au maintien mais qu'« il ne le dira pas » et ajoute que « cela dépendra de sa visite à Paris »⁵. Le conseiller diplomatique de l'Élysée Gabriel Robin explique que Wilson a pris l'initiative de la visite à Paris le 19 juillet 1974 car ce dernier « est convaincu qu'il a besoin pour réussir d'un minimum de compréhension de la part de la France⁶ ». Gabriel Robin montre également l'instrumentalisation de la question européenne dans la campagne électorale et son impact sur l'unité du parti. La quête permanente d'une majorité rend, jusqu'en 1979, les gouvernements travaillistes tributaires de prises de position plus ou moins anti-européennes :

L'objectif essentiel de Wilson est de gagner les prochaines élections tout en maintenant l'unité de son parti. Il veut des élections dès la rentrée et placer le problème de l'adhésion au Marché commun au centre de la campagne électorale. Il sait en effet que la Communauté n'est pas populaire auprès de l'opinion publique et que le thème européen est un de ceux sur lesquels il peut mettre les conservateurs en difficulté. Il ne veut pas cependant compromettre les chances d'une solution qui permettrait à la Grande-Bretagne de demeurer dans la Communauté conformément à ce qui paraît être son vœu intime⁷.

La date des élections n'est donc pas fixée par hasard : elle dépend de la visite à Paris, de ce que Wilson aura pu obtenir du président mais est suffisamment précoce pour éviter d'avoir à prendre acte d'un rejet des demandes britanniques par ses partenaires européens. Cet exemple illustre le poids du facteur européen dans la vie politique britannique et le rôle que la France est appelée par conséquent à jouer du fait de l'engagement européen de son président. Le gouvernement britannique voit bien que les initiatives viennent de France : il doit donc traiter en premier lieu avec la France.

4 *Ibid.*

5 5 AG 3, carton 995, note du secrétaire général pour le président, 16 juillet 1974.

6 5 AG 3, carton 995, note de synthèse de Gabriel Robin, 18 juillet 1974.

7 *Ibid.*

Les divisions du Labour sur la question européenne compliquent les négociations sur la « renégociation » et fragilisent le gouvernement. Le compromis trouvé au sommet européen de Dublin en mars 1975 est accepté par le Cabinet britannique par seize voix contre sept. La Grande-Bretagne obtient à terme un mécanisme de correction du budget communautaire et de meilleures conditions d'accès sur le marché européen pour le sucre du Commonwealth et les produits laitiers de Nouvelle-Zélande. Les travaillistes sont divisés lors de la ratification par la Chambre des communes le 9 avril : les députés de base sont en majorité contre le compromis. Le gouvernement ne l'emporte que grâce à l'appui massif des conservateurs et des libéraux. Plus grave encore, le congrès extraordinaire du Labour, le 26 avril, condamne la position du Cabinet et se rallie à la position dure du comité national exécutif du parti qui estime insuffisantes les concessions des membres de la CEE et réclame le retrait britannique. Pourtant, Wilson était intervenu personnellement en faveur du compromis. De plus, les ministres ne faisant pas partie du Cabinet sont partagés par moitié.

Une autre épreuve attend le Premier ministre : le référendum de 1975 sur l'appartenance à la CEE, révélant l'habileté du chef de gouvernement, qui parviendra à sauver l'unité du parti et la politique européenne de l'équipe dirigeante britannique. Wilson annonce le référendum le 23 janvier 1975 par un discours dans lequel il affirme que le gouvernement recommandera au pays le « oui » ou le « non », mais qu'il n'y aura pas de solidarité gouvernementale puisque le Cabinet est divisé sur la question. Wilson et Callaghan prennent parti pour le « oui » mais ne s'engagent pas à démissionner en cas de victoire du « non ». La situation est très délicate pour le gouvernement : la campagne pro-européenne réunit en effet les modérés des trois principaux partis, ce qui crée des contacts et des amitiés malgré la ligne de démarcation entre les partis. Wilson considère que la coopération entre les partis n'est que provisoire : chacun rejoindra son camp après le vote. Il faut sauvegarder l'unité du Parti travailliste. Une difficulté pour la suite des événements s'annonce pendant la campagne. Le gouvernement devra tenir compte de situations nouvelles créées : cette campagne met en vedette des personnalités du Labour, qu'il faudra savoir ensuite canaliser ou neutraliser. Ainsi, du côté pro-européen, deux personnalités montrent beaucoup de ferveur pour la cause européenne : Roy Jenkins et Shirley Williams. Cette position vaudra à Roy Jenkins le poste de président de la Commission européenne en 1976. Du côté anti-européen, la campagne a donné clairement un leader à la gauche travailliste : Tony Benn. Ce dernier – que les modérés considèrent comme un dangereux « rouge » – convoite la direction du Labour. Les résultats du référendum, annoncés le 5 juin, sont

largement en faveur du maintien dans l'Europe⁸. L'après-référendum s'annonce difficile pour le gouvernement. Que faire de Tony Benn qui a perdu la bataille référendaire ? Ce dernier pourrait constituer une menace plus importante à l'extérieur du Cabinet qu'à l'intérieur. De plus, Benn est soutenu par les syndicats⁹. On mesure ici le manque d'indépendance du Premier ministre. Les résultats du 5 juin permettent cependant de conforter les positions du Cabinet. En effet, plus de la moitié des électeurs travaillistes ont opté pour le « oui », ce qui représente un camouflet pour l'aile gauche des travaillistes qui pourtant détient la plupart des leviers de commande du parti, notamment la conférence nationale et le comité exécutif, et qui avait fait condamner par la conférence d'avril la recommandation du Cabinet. Les modérés pourront donc à bon droit prétendre représenter la majorité de l'électorat travailliste. Le remaniement du Cabinet après le référendum illustre le nouveau rapport de forces au sein du Labour : Tony Benn est déplacé et nommé ministre de l'Énergie ; Eric Varley, membre de la gauche travailliste mais qui a joué un rôle mineur pendant la campagne, remplace Benn à l'Industrie. Wilson inflige une légère sanction sur sa droite en transférant Reg Prentice, ministre de l'Éducation et champion de l'aile modérée, au ministère de la Coopération. Ainsi le Premier ministre reste-t-il fidèle à sa stratégie centriste. Certes Wilson a gagné le référendum, certes son prestige et la confiance de la « droite » travailliste en elle-même se sont accrus, mais la balance politique à Westminster n'a pas pour autant changé. Le gouvernement, n'ayant qu'une voix de majorité, doit à tout prix s'efforcer de maintenir l'unité dans le groupe travailliste¹⁰. Cette contrainte conduit le Premier ministre à effectuer un savant dosage entre ministres pro et anti-européens. Le contexte britannique intérieur pèse lourd en 1976 avec la formation du nouveau gouvernement et l'élection de James Callaghan le 5 avril.

L'Élysée constate la faiblesse du gouvernement Callaghan, « à la merci d'un accident », et souligne sa « marge de manœuvre réduite »¹¹, à la veille du premier sommet franco-britannique. En effet, si la gauche, bien représentée dans le Cabinet, domine l'appareil du parti, ce sont les modérés qui dirigent le gouvernement. Ils doivent donc manœuvrer pour ne mécontenter personne, ce qui entraîne un repli en politique étrangère. L'Élysée est donc bien conscient que le gouvernement est prisonnier des partis et de l'opinion publique et souligne que le congrès du Parti travailliste a voté contre l'élection du Parlement

8 67,2 % de oui, avec une participation élevée de 64,5 %.

9 Bertrand Lacampagne, *Le Parti travailliste et le référendum sur l'Europe*, op. cit.

10 *Ibid.*

11 5 AG 3, carton 995, secrétaire général de l'Élysée, préparation des entretiens franco-britanniques des 11 et 12 novembre 1976. (312 travaillistes à la Chambre des communes, 218 conservateurs, 40 autres ; majorité conservatrice à la Chambre des lords.)

européen au suffrage universel¹², initiative au cœur de la politique européenne de Valéry Giscard d'Estaing et qui est décidée lors du Conseil européen du 15 juillet 1976. Cette situation n'augure donc rien de bon pour les entretiens franco-britanniques à venir : l'Élysée ne se montre pas très optimiste, malgré la démission de Wilson qui avait été perçue comme un soulagement par les dirigeants français. La nomination du secrétaire d'État en 1976 illustre le marchandage auquel doit se livrer le Premier ministre et dont l'enjeu est européen. C'est Anthony Crosland qui est choisi aux dépens de Roy Jenkins. Ce dernier dit dans ses mémoires sa surprise de ne pas avoir été choisi pour ce poste et explique la nomination de Crosland par sa « tiédeur européenne¹³ », confirmant ainsi le poids du facteur européen dans les démêlés internes au Parti travailliste. Le Premier ministre James Callaghan souligne cette pression :

Le poste de secrétaire d'État devait être pourvu et à une autre époque Roy Jenkins aurait été un successeur naturel [...] Mais les blessures ne se sont pas refermées depuis qu'il a démissionné de ses fonctions de *deputy leader* au moment des batailles à propos de la Communauté européenne. Chaque action qu'il aurait pu mener en tant que ministre aurait été examinée avec suspicion par les anti-CEE¹⁴.

L'ambassadeur Henderson déplore qu'« une fois de plus, la politique interne au Labour [ait] pris le dessus, [ce qui] n'est pas pour favoriser la position [Britannique] en Europe¹⁵ ». Il estime de peu de poids l'action que Roy Jenkins pourra mener à la tête de la Commission européenne en faveur d'un rapprochement avec la France et avec l'Europe, eu égard au poids du Conseil européen, et lui déconseille d'accepter le poste de président. De même, son vieil ami Jacques de Beaumarchais, qui vient d'être nommé ambassadeur à Londres, lui dit qu'il aurait beaucoup plus d'influence en tant que secrétaire d'État¹⁶. Ainsi, malgré toutes les compétences de Jenkins pour le poste de secrétaire d'État, son engagement trop zélé en faveur de la cause européenne entraîne sa mise à l'écart de la scène politique britannique et le pousse à accepter la fonction de président de la Commission européenne. À ce poste, il porte un regard sévère sur l'action des dirigeants, prisonniers des partis et contraints par les problèmes de politique intérieure : « C'était une leçon précoce de faire trop confiance aux princes¹⁷. » C'est l'occasion pour lui de prendre du recul et de mesurer sa

12 *Ibid.*

13 Roy Jenkins, *European Diary (1977-1981)*, London, Collins, 1989, introduction.

14 James Callaghan, *Time and Chance*, *op. cit.*, p. 399.

15 Nicholas Henderson, *Mandarin. The Diaries of an Ambassador, 1969-1982*, London, Phoenix Press, 2000, p. 114.

16 John Campbell, *Roy Jenkins : A Well-rounded Life*, London, Jonathan Cape, 2014, p. 457.

17 *Ibid.*

rupture avec la vie politique britannique : « Durant les quatre ou cinq mois précédant mon arrivée à Bruxelles, je me suis trouvé avec un moral au plus haut depuis 1971. Ma décision prise d'aller à Bruxelles, je pris conscience du fait que la vie politique britannique ne me convenait pas du tout depuis quelques années. J'exagérais l'étendue de ce qu'il me semblait possible de faire : ce fut une période de semi-euphorie¹⁸. » Il est significatif que le plus ardent défenseur de l'Europe se retrouve à l'écart de la scène politique britannique. Cette posture particulière de Roy Jenkins en fait un personnage clé dans les relations franco-britanniques, qui se trouvera souvent sur le chemin de Valéry Giscard d'Estaing.

La nomination de Crosland à la place de Jenkins entraîne d'autres conséquences sur le choix des ministres, traduisant encore l'importance du facteur européen sur les nominations du Premier ministre. Les Français suivent de près ces nominations qui leur donnent un aperçu de la teneur plus ou moins européenne du gouvernement britannique. Elles constituent une sorte de baromètre des relations entre la Grande-Bretagne et l'Europe et par conséquent entre la Grande-Bretagne et la France. L'Élysée par exemple note avec satisfaction en 1976 l'arrivée du nouveau secrétaire d'État au Commerce et au Travail, Edmund Dell, un Européen convaincu. Mais les Français n'y voient pas du tout un signe de « bonne volonté européenne » de la part du Premier ministre britannique. Il s'agit seulement pour Callaghan de respecter le savant dosage entre pro et anti-européens nécessaire à la bonne marche du gouvernement, sa nomination devant, dans l'esprit du Premier ministre, compenser partiellement l'éviction de Jenkins, nomination d'autant plus significative qu'il y remplaçait Peter Shore, l'un des plus farouches adversaires de la CEE¹⁹.

La question européenne et l'évolution de la situation intérieure

À partir de 1977, le Premier ministre doit affronter une crise parlementaire permanente : Callaghan doit rechercher l'appui des libéraux ; en mars 1977, il conclut un pacte avec eux. M. Steel et ses amis politiques s'engagent à soutenir le gouvernement, sans pour autant être obligés de le faire systématiquement. Ce pacte « Lib-Lab » est remis en cause dès le mois de décembre par les libéraux à l'issue du vote des Communes relatif aux élections européennes directes. Mais le congrès du Parti libéral du 21 janvier 1978 décide de poursuivre l'accord passé avec le gouvernement. La situation de Callaghan est donc très fragile et l'empêche de mener une politique étrangère sur le long terme. Les Français notent que le gouvernement n'a pas les mains libres, les objectifs essentiels de la diplomatie britannique étant « à court terme, dictés le plus souvent par des impératifs de

18 *Ibid.*

19 5 AG 3, carton 995, fiche biographique Edmund Dell.

politique intérieure²⁰ ». Fin mai 1978, Steel dit que le pacte ne sera pas renouvelé au-delà de la session parlementaire en cours et le 28 mars 1979, une motion de censure sera votée contre le gouvernement. Les Français s'inquiètent des pressions exercées sur le gouvernement par les anti-Européens et sont conscients de l'étroitesse de la marge de manœuvre du Premier ministre. L'ambassadeur de Grande-Bretagne à Londres, Jean Sauvagnargues, fait le point en 1978 :

Les anti-Européens du Labour invitent le gouvernement à quitter la CEE en l'absence d'une révision de la contribution au budget. Callaghan et Owen ont dû calmer le jeu aux Communes. Callaghan s'est attaché à endormir la querelle européenne au sein de son parti et a obtenu au congrès du parti que la participation de la Grande-Bretagne à la CEE ne soit plus remise en question²¹.

90 Pour les Français, la position du gouvernement britannique sur l'Europe est donc forcément attentiste, contrairement à celle de la France, résolument volontaire et engagée, sous l'impulsion du président français. Cette contradiction ne peut que rendre les relations transmanche compliquées. Comme le souligne l'ambassadeur, le Premier ministre s'efforce d'« endormir la querelle européenne ». En effet, l'Europe est un « thème peu rentable pour les partis britanniques²² ». Les relations franco-britanniques sont donc tributaires des initiatives françaises sur l'Europe. Lorsque la France relance l'Europe, les choses se gâtent pour le gouvernement britannique. C'est le cas par exemple avec le système monétaire européen :

L'initiative franco-allemande relative au SME a amené Callaghan à sortir d'une position relativement commode, qui revenait en somme à mettre entre parenthèses l'affaire européenne jusqu'à la consultation électorale. Compte tenu des préoccupations dominantes de politique intérieure, Callaghan se serait bien passé d'une relance de l'Europe sur le plan monétaire, qui ne peut qu'accentuer les divisions au sein du Parti travailliste²³.

Et Sauvagnargues ajoute : « En plus, il est contre. » Cette remarque finale montre que ce qui importe avant tout ce n'est pas la position du Premier ministre sur le projet européen mais le jeu partisan : « Le Premier ministre subit de telles pressions des anti-Européens que même s'il le voulait ce serait difficile pour lui de se montrer plus européen²⁴. » C'est pourquoi le président français ne voit pas l'intérêt de relancer les relations franco-britanniques tant que la situation

20 5 AG 3, carton 995, note de Gabriel Robin, 9 novembre 1976.

21 ADMAE, carton 4449, télégramme de Jean Sauvagnargues, 15 novembre 1978.

22 *Ibid.*

23 *Ibid.*

24 *Ibid.*

politique intérieure ne se sera pas améliorée : « Valéry Giscard d'Estaing a même annulé une interview à la BBC que je lui avais recommandée pour redonner un élan aux relations franco-britanniques avant la rencontre du 24 novembre. Le président a dit qu'il n'en voyait pas l'intérêt. Le report des élections a renforcé ses incertitudes. Il a dit qu'en attendant les élections cela ne sert à rien de faire quoi que ce soit²⁵. » Le Parti travailliste exerce donc une pression considérable sur le gouvernement par le biais de la question européenne, ce qui se répercute sur les relations franco-britanniques.

Avec la victoire de Margaret Thatcher le 3 mai 1979, la situation change : pour la première fois, le Royaume-Uni a à sa tête un gouvernement et un Premier ministre qui ont la volonté et les moyens d'agir. En effet, les conservateurs s'assurent une majorité confortable. D'autre part, le Parti conservateur est un parti plus homogène que le Parti travailliste. C'est ce que relève l'Élysée et lui donne l'espoir d'une évolution des relations à la fois entre le Royaume-Uni et l'Europe et entre le Royaume-Uni et la France. Les Français parlent alors de « convergences possibles » et d'une « ouverture politique vers la France » et notent que « les premières déclarations du gouvernement conservateur traduisent un état d'esprit nouveau vis-à-vis de l'Europe et de la France²⁶ [...] les conservateurs [n'ayant] pas besoin, comme ce fut le cas pour Callaghan, de l'appui d'autres formations. Mme Thatcher a réussi à s'imposer à la grande majorité de son parti et sa victoire électorale en fait un leader incontesté »²⁷.

**L'ENGAGEMENT EUROPÉEN DE VALÉRY GISCARD D'ESTAING
& LA VIE POLITIQUE INTÉRIEURE FRANÇAISE :
QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES RELATIONS FRANCO-BRITANNIQUES ?**

Le poids du gaullisme

Le facteur européen ne joue pas le même rôle en France qu'en Grande-Bretagne dans la vie politique intérieure : l'appartenance à la CEE est admise par tous les partis politiques et ne constitue donc pas un enjeu électoral comme c'est le cas pour les Britanniques. La politique européenne de la France est fortement enracinée dans la vie politique française. Les contraintes de politique intérieure n'en sont pas moins fortes pour autant et les échéances électorales déterminantes pour la politique étrangère française. Le poids du gaullisme s'exerce pendant toute la durée du septennat, avec plus ou moins de force, au rythme des avancées

25 NA/FCO 33/3455, note d'Henderson à Palliser, 25 octobre 1978.

26 5 AG 3, carton 996, Gabriel Robin, note du 31 mai 1979.

27 *Ibid.*

européennes et des échéances électorales. On assiste en effet sous Valéry Giscard d'Estaing à une surenchère permanente des communistes et des gaullistes : « Le legs gaullien est resté immuable dans les principaux domaines de la politique étrangère²⁸ ». Or, le président souhaite se démarquer de ses prédécesseurs, et imaginer une politique étrangère « en dehors de la pensée traditionnelle²⁹ ». Cette volonté de changement se heurte aux divisions de la droite et à l'évolution de la situation internationale. Sa marge de manœuvre est limitée par les contraintes de la politique intérieure : les tensions avec son Premier ministre Jacques Chirac en constituent une preuve éclatante. Politique intérieure et politique extérieure se trouvent particulièrement liées en France grâce à la priorité accordée par Valéry Giscard d'Estaing à la construction européenne. Cette « montée en puissance de la thématique européenne » s'observe déjà sous le gouvernement Pompidou³⁰. Ce dernier affirme en 1971 que l'« Europe est au centre de la politique de la France³¹ ». De plus, le Premier ministre dispose d'un instrument exceptionnel, le secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne³². Cette structure, « point nodal de la politique européenne de la France », se développe tout au long des années 1960 et « offre au Premier ministre un accès total à l'ensemble des dossiers relevant du domaine communautaire³³ ». Le fait que son directeur, François-Xavier Ortoli, soit en même temps directeur de cabinet de Pompidou permet de créer des liens structurels entre la politique européenne de la France et les grands choix de politique intérieure. Affaires européennes et affaires nationales sont donc étroitement liées. Les campagnes présidentielles, par exemple, révèlent l'importance du facteur européen. En 1969, l'Europe constitue un enjeu important de la campagne. Après le second échec de la candidature britannique, de fortes tensions entre les partenaires de la CEE inquiètent certains qui craignent un isolement de la France au détriment de ses intérêts au sein de la Communauté. Des alliances sont nouées avec les Républicains indépendants et une partie du centre ; le ralliement se fait autour des questions européennes et de la candidature britannique. Le chef du groupe Progrès et Démocratie moderne déclare : « Je pense que le contrepoids de l'Angleterre est indispensable [...]. La foi des convertis est souvent la plus profonde³⁴. » La

28 Maurice Vaïsse, *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009, p.10.

29 Valéry Giscard d'Estaing, 12 novembre 1975.

30 Éric Bussière & Émilie Willaert, *Un projet pour l'Europe. Georges Pompidou et la construction européenne*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2010, p. 22.

31 Entretien de Pompidou avec Léon Zitronne, 22 décembre 1971.

32 Le SGCI est créé en 1948 pour utiliser les crédits américains du plan Marshall au sein de l'OECE. Depuis 1952, il prépare et coordonne les positions françaises au sein des institutions européennes.

33 Éric Bussière & Émilie Willaert, *Un projet pour l'Europe*, op. cit.

34 Émission *Europe Soir* sur Europe 1, Jacques Duhamel, 22 mai 1969.

campagne que mène Valéry Giscard d'Estaing en 1974 est axée sur l'Europe : le candidat se définit comme « centriste, libéral et européen ». Jean Sérisé témoigne du handicap du nouveau président dans la vie politique intérieure :

Il faut bien voir le caractère exceptionnel de ce septennat ; le président est très jeune et il n'appartient à aucun grand parti. Certes il y a les Jeunes giscardiens, certes il y a les Républicains indépendants, les clubs Perspectives et Réalités mais enfin ce ne sont pas des formations de masse. Et dans la société française, avec notre organisation politique et médiatique, quelqu'un qui n'appartient pas à l'un des deux grands partis à vocation majoritaire subit au départ un très lourd handicap³⁵.

Ce handicap justifie l'importance pour le président de réussir en politique étrangère pour asseoir son pouvoir.

Les enjeux intérieurs de la relance européenne de Valéry Giscard d'Estaing

Les initiatives sur l'Europe permettent au président français de se présenter comme un chef d'État européen, ce qui lui donne un avantage considérable par rapport aux autres candidats lors de l'élection présidentielle à venir. C'est ce que constate le *Financial Times* lors de la relance du projet d'union économique et monétaire en 1978 :

Pour Valéry Giscard d'Estaing, il s'agit de laisser sa marque dans l'histoire tant que la France préside le Conseil des ministres. Durant cette présidence, les fondations ne seront pas seulement posées mais les premières élections du Parlement au suffrage universel auront lieu ; le président pourra apparaître comme un véritable chef d'État européen, ce qui sera très bien pour lui qui convoite un deuxième mandat... Avec l'UEM ; le président français est probablement conscient qu'il prend un gros risque. Mais si le système monétaire européen réussit, il sera un héros³⁶.

La prise en compte du calendrier électoral du septennat se révèle donc très importante pour suivre le rythme des avancées européennes. Par exemple, si la relance européenne dans le domaine monétaire a lieu à partir de 1978, ce n'est pas par hasard. Conforté par sa victoire aux élections législatives de 1978, le président français annonce, au Conseil européen de Copenhague, son intention de relancer la coopération monétaire. Les Britanniques constatent que le président ne subit plus les mêmes contraintes, ainsi le *Financial Times*

35 Jean Sérisé, communication au colloque « Les années Giscard, les réformes de société, 1974-1981 », Centre d'histoire de Sciences Po/Institut pour la démocratie en Europe, Paris, 16-17 janvier 2006.

36 5 AG 3, carton 996, article du *Financial Times*, 24 novembre 1978.

écrit-il que « c'est le bon moment politique pour la France ; après la victoire de mars, rien ne se passera d'ici 1981, il peut en profiter³⁷ ». Ce contexte intérieur explique pour lui que le rapport Tindemans ait été enterré l'année précédente, en 1977³⁸. On peut s'interroger sur les intentions véritables du président concernant ce rapport, sur les pressions exercées par les gaullistes et sur le rôle de la Grande-Bretagne. En effet ce rapport cristallise les débats sur la conception d'une Europe fédérale ou confédérale. À ce titre, il suscite de vives tensions dans la vie politique française. Le président doit calmer le jeu et se débarrasser de ce projet gênant. Les Britanniques sont d'accord pour dénoncer la conception fédérale de l'Europe du rapport et cherchent à exploiter la situation. La note envoyée par l'ambassadeur Henderson au ministère des Affaires étrangères Crosland est intéressante sur ce point :

Le rapport Tindemans a produit une psychose dans l'esprit des Français. C'est caractéristique du concept bureaucratique de la Commission avec l'aspect supranational qu'ils détestent par-dessus tout. Ce rapport, selon les Français, est le contraire de l'idée de Valéry Giscard d'Estaing sur le Conseil européen, selon laquelle les gouvernements nationaux continuent à contrôler la politique. Les Français essaient d'enterrer le rapport aussi vite que possible et espèrent notre aide là-dessus³⁹.

Cet exemple illustre les liens entre politique intérieure et politique extérieure et ses conséquences sur les relations franco-britanniques. Enterrer le rapport permet au président de raffermir son autorité et de faire taire les critiques d'abandon de souveraineté nationale. La Grande-Bretagne est consciente du rôle qu'elle peut jouer pour ou contre le président dans le jeu des querelles partisans. « La connotation supranationale du rapport est inacceptable dans le contexte de l'époque », remarque Jean François-Poncet qui souligne le poids de l'héritage gaulliste dans les années 1970. Ce dernier évoque par là l'étroitesse de la marge de manœuvre du président. Il s'interroge même *a posteriori* sur la « conviction intime de Valéry Giscard d'Estaing » quant au rapport, qu'il a « en tout cas [...] été obligé de rejeter »⁴⁰. Un mémorandum de l'ambassadeur Henderson au secrétaire d'État illustre la bonne connaissance que les Britanniques ont

37 *Ibid.*

38 Le sommet de Paris des 9 et 10 décembre 1974 charge Leo Tindemans, Premier ministre belge, de préparer un rapport sur le concept d'« Union européenne ». Dans ce rapport présenté le 3 avril 1976 au Conseil européen de Luxembourg, il plaide pour une consolidation et un développement des institutions et pour un approfondissement des politiques communes. Il veut élargir notamment le pouvoir et l'autorité de la Commission et du Parlement.

39 NA/FCO 33/2886, note de Henderson à Crosland, 7 juillet 1976.

40 Jean François-Poncet, 37, *quai d'Orsay. Mémoires pour aujourd'hui et pour demain*, Paris, Odile Jacob, 2008, p. 214.

du rapport des forces politiques françaises et de l'utilisation qu'ils pourraient en faire dans leur gestion des relations franco-britanniques : « La politique étrangère française reflète les besoins et contraintes de sa politique intérieure. Bien qu'engagé dans le développement de la CEE et présenté comme ayant une croyance authentique dans l'Europe, le président est sujet à de nombreuses contraintes de la part des gaullistes : il y a eu des démissions importantes de gaullistes traditionnels.⁴¹ » La préparation des rencontres bilatérales est l'occasion de mises au point sur la scène politique française :

Bien que les pouvoirs constitutionnels de la présidence française soient forts, le schéma politique au sein duquel Valéry Giscard d'Estaing doit opérer est et restera exceptionnellement difficile. Au sein de la majorité parlementaire, son propre parti, les Républicains indépendants, est complètement écrasé par les gaullistes qui détiennent une majorité de 173 sur les 293 sièges que compte l'Assemblée nationale. Giscard n'est pas apprécié par les gaullistes ; beaucoup sont profondément conservateurs et, dans le cas du groupe mené par l'ancien Premier ministre Michel Debré, vigilants à l'égard de tout éloignement de la politique étrangère gaulliste par tradition⁴².

Le Foreign Office constate l'influence croissante de Jacques Chirac au sein de la majorité, alors que « Valéry Giscard d'Estaing a échoué à convaincre les membres dissidents de l'opposition à rejoindre la majorité ». La preuve en a été apportée par le fait que Chirac a été nommé coordinateur de la majorité gouvernementale après un échec aux élections cantonales de mars 1976. Le Foreign Office conclut que cette nomination « a créé un point d'appui énorme pour le Premier ministre dans ses ambitions présidentielles⁴³ ». La situation est prise en compte par les Britanniques qui cherchent à éviter l'isolement en Europe et par conséquent visent à se rapprocher de la France. Il est important pour eux d'entretenir de bonnes relations avec Chirac dans l'optique d'une élection éventuelle à la présidence de la République : « Il est jeune, dynamique, ambitieux ; en tant que leader du parti gaulliste, l'élément le plus important de la majorité présidentielle, pas de doute qu'il veuille être président. Tout cela nous amène au désir d'établir de bons contacts avec lui⁴⁴. » Ce désir cependant est freiné par la prudence requise par le fonctionnement de la politique étrangère française, « domaine réservé » de l'Élysée : « Il est de notre intérêt que Valéry Giscard d'Estaing soit l'interlocuteur du Premier ministre britannique dans toute discussion de la Communauté ou sur des questions bilatérales et nous

41 NA/FCO 33/2883, Henderson à Crosland, 2 juin 1976.

42 NA/FCO 33/2887, note du 16 juin 1976.

43 *Ibid.*

44 NA/FCO 33/2884, note de Weston, secrétaire privé, 17 juin 1976.

devons faire attention en plus que tout contact avec Chirac ne provoque pas de malentendus avec le président⁴⁵ ».

Les premières élections au Parlement européen : la surenchère nationaliste

96

Parmi les initiatives européennes de Valéry Giscard d'Estaing, l'élection du Parlement européen au suffrage universel permet bien de mesurer le poids des héritages politiques et illustre les contraintes de la politique intérieure. Elle constitue en outre un bon exemple de la convergence franco-britannique sur ce plan. Une forte polémique franco-française se développe, les communistes et certains gaullistes s'opposant vigoureusement à cette réforme : l'affaire est portée devant le Conseil constitutionnel. Dans sa décision du 30 décembre 1976, ce dernier, tout en reconnaissant que l'élection directe du Parlement européen est bien conforme à la Constitution, estimait qu'il n'y aurait pas de modification de ses compétences. Centristes et socialistes approuvent cette décision qui permet l'élection directe mais les communistes s'y opposent et les gaullistes sont divisés. Michel Debré forme un comité pour l'indépendance et l'unité de la France ; le RPR demande des garanties supplémentaires. Finalement, la loi de ratification est adoptée sans vote à l'Assemblée nationale le 16 juin 1977. En Grande-Bretagne, les mêmes inquiétudes s'élèvent face à l'éventualité d'un accroissement des pouvoirs du Parlement. Pour se prémunir contre cela, le gouvernement travailliste introduit une clause prévoyant qu'une telle hausse devrait être approuvée par une loi britannique. Les tensions s'affirment lors de la campagne électorale pour la première élection du Parlement au suffrage universel en 1979 au cours de laquelle l'affrontement des partis nationaux a supplanté les regroupements transnationaux, la compétition revêtant ainsi « une signification de politique intérieure⁴⁶ ». L'Europe est alors l'objet de vives controverses. En Grande-Bretagne, les travaillistes ne pouvaient pas combattre pour le retrait de la CEE, compte tenu des résultats du référendum de 1975. Cependant leurs revendications reflètent cette volonté. Les conservateurs sont moins négatifs mais les deux partis axent leur campagne sur la protection des intérêts nationaux dans la CEE.

En France, l'élection européenne est encore plus marquée par la compétition politique. À gauche, le Parti socialiste est soucieux de ne pas trop s'opposer au parti communiste et affiche moins d'enthousiasme pour l'intégration que par le passé. Certains à gauche rédigent un « Appel à la constitution d'un comité d'action contre une Europe germano-américaine et l'élection d'un Parlement à son service ». Le RPR adopte une position très nationaliste avec la constitution d'une liste « Défense des intérêts de la France en Europe ». L'UDF doit se

45 *Ibid.*

46 Pierre Gerbet, *La Construction de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2007, p. 330.

positionner dans ce débat et ne peut se laisser déborder par la thématique des intérêts nationaux. On assiste donc à une surenchère comparable à celle qui a lieu en Grande-Bretagne : l'UDF présente une liste intitulée « Union pour la France en Europe » menée par Simone Veil, en faveur d'une Europe confédérale et d'une limitation des pouvoirs du Parlement, l'accent étant « mis sur les intérêts de la France plutôt que sur la nécessité de l'Europe [...] Le thème dominant [étant] la préservation de l'indépendance nationale, c'est-à-dire, comme en Grande-Bretagne, une attitude défensive à l'égard de la Communauté⁴⁷ ». L'Europe est donc l'occasion pour les partis de pratiquer une surenchère nationaliste peu propice aux initiatives du président français. En France, les tensions dans la majorité présidentielle culminent avec l'« appel de Cochin » lancé par Jacques Chirac le 6 décembre 1978 qui dénonce « le parti de l'étranger » : « Non à la politique de supranationalité du président, non à l'asservissement économique, non à l'effacement international de la France⁴⁸. » Cependant, le président français est conforté dans sa politique européenne grâce à la victoire de la liste de Simone Veil. Dans la majorité, la violence des attaques de Jacques Chirac et Michel Debré contre la Communauté a desservi la liste du RPR⁴⁹.

Jean François-Poncet & Gabriel Robin, un savant dosage

En France, les contraintes de politique intérieure sur les affaires européennes s'expriment également – comme en Grande-Bretagne – dans un savant dosage de sensibilités différentes par rapport à l'Europe. Le président français est contraint de choisir des personnalités plus ou moins proches de sa conception propre de l'Europe. En effet, Valéry Giscard d'Estaing souhaite à la fois resserrer les liens de la France avec l'Alliance atlantique et rester fidèle à certains concepts gaulliens comme la détente. Cette ambivalence explique qu'aient pu cohabiter dans son entourage deux hommes aux conceptions aussi différentes que Jean François-Poncet et Gabriel Robin. Cet exemple est significatif ; Jean François-Poncet est un « européen convaincu », favorable à une alliance solide avec les États-Unis. Il redoute la menace de l'armement soviétique en Europe. Pour Gabriel Robin, la France doit rester amarrée au gaullisme, la menace venant des États-Unis ou de la réunification allemande. Jean François-Poncet souligne dans ses mémoires leurs convictions opposées : « Moi, comme Jean Monnet, un Européen convaincu, lui, un adepte de l'Europe des nations chère à de Gaulle⁵⁰. » Pourtant, c'est lui-

47 *Ibid.*, p. 331.

48 En août 1976, Jacques Chirac a démissionné, critiquant déjà les conceptions « fédéralistes » du président.

49 La liste du RPR obtient 16,3 % des voix, largement distancée par celle de Simone Veil avec 27,6 %. Le Parti communiste français obtient 20,5 %, le Parti socialiste, 23,5 %.

50 Jean François-Poncet, 37, *quai d'Orsay, op. cit.*, p. 145.

même qui demande au président de nommer son conseiller diplomatique à la direction politique du ministère et une amitié solide unit les deux hommes. Jean François-Poncet rappelle qu'il travaillait presque quotidiennement avec Gabriel Robin. Ses convictions probritanniques sont caractéristiques dans l'entourage du président de la diversité des sensibilités politiques. Quand Valéry Giscard d'Estaing lui propose d'entrer au gouvernement en 1975 comme secrétaire d'État aux Affaires étrangères, cela obéit à diverses considérations politiques. Il est en effet « un Européen convaincu, un élu local de centre gauche, en froid avec le RPR, maltraité par le Quai d'Orsay pour s'être opposé à la politique européenne du général de Gaulle⁵¹. » Ces critères résument bien les contraintes qui pèsent sur le président et sa politique européenne. Une autre nomination illustre ces contraintes. Il s'agit de celle de Jean Sauvagnargues au poste de ministre des Affaires étrangères. Le président rappelle ces contraintes dans ses mémoires :

98

Jean Sauvagnargues appartient à la grande tradition diplomatique. Je l'ai nommé ministre des Affaires étrangères en accord avec Chirac, car il rassemble un nombre impressionnant d'éléments favorables dont ne disposait aucun homme politique [...]. Il avait été nommé en poste à Bonn par Pompidou. Il nous y avait reçus pour les traditionnels sommets franco-allemands. J'avais remarqué qu'il parlait parfaitement l'allemand et qu'il avait su gagner la confiance des milieux dirigeants. Or, je comptais mettre l'accent sur la coopération franco-allemande. Il avait réussi à mener à bien la difficile négociation quadripartite sur le statut de Berlin. Il appartenait à la tradition diplomatique gaulliste mais était un partisan déclaré de la construction européenne. Or, il me fallait faire avancer l'une sans provoquer la réaction négative de l'autre. Bref, il avait tout ce qu'il fallait pour réussir avec éclat dans la fonction⁵² !

Les Britanniques face à la montée de la gauche en France

Aux rivalités au sein de la majorité s'ajoute la menace que constitue la montée de l'opposition. Les Britanniques suivent cela de près qui notent qu'« aux élections cantonales de mars la gauche a progressé, comme c'est le cas depuis 1965 à chaque élection » et prévoient que « l'alliance des socialistes, des communistes et des radicaux pourrait bien former une majorité à l'Assemblée nationale après les prochaines élections législatives de 1978 »⁵³. Le Foreign Office rédige même une

51 *Ibid.*, p. 108 (il est nommé secrétaire d'État le 12 janvier 1976).

52 Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, Paris, Le Livre de poche, p. 385-386.

53 NA/FCO 33/2887, note du 16 juin 1976.

note sur les relations avec un gouvernement de gauche en France⁵⁴. Il envisage une victoire de la gauche suivie de la formation d'un gouvernement par François Mitterrand. Il a préparé le terrain de manière à faciliter les futures relations franco-britanniques, ayant consacré « de gros efforts depuis deux ans à établir une relation de confiance avec les membres dirigeants du Parti socialiste susceptibles d'obtenir un portefeuille dans un gouvernement Mitterrand⁵⁵ ». Le Foreign Office se félicite notamment des bonnes relations qui existent entre le Labour et le Parti socialiste français : « Tony Benn a assisté au congrès socialiste à Nantes en juin dernier, tandis que Mitterrand est venu à notre conférence du parti à Brighton [...]. La décision du comité exécutif national le mois dernier d'adresser un télégramme à Mitterrand lui souhaitant une bonne campagne constitue un geste sans précédent⁵⁶. » Les Britanniques envisagent d'un bon œil une victoire de la gauche qui permettrait selon eux une coopération plus étroite dans les domaines industriel, de politique étrangère et de défense. Concernant l'Europe, la Grande-Bretagne pourrait acquérir une position centrale. Cependant, les Britanniques s'inquiètent de préserver leurs relations avec Valéry Giscard d'Estaing, dans l'incertitude du scrutin et s'imposent, tout en signalant leur « sincère détermination à coopérer avec Mitterrand, [la prudence] de ne pas apparaître trop clairement contre Giscard⁵⁷ ». Cette position illustre le souci des Britanniques de maintenir de bonnes relations avec la France et les place en position de « demandeurs » dans la relation franco-britannique. La Grande-Bretagne serait même prête à aider le franc en cas d'attaque internationale contre ce dernier et à obtenir l'appui des gouvernements américain et allemand en faveur d'un gouvernement de gauche. Elle attend beaucoup d'une victoire de la gauche :

La politique française a été dominée par l'axe Paris-Bonn. Si la gauche gagne, les socialistes voudront faire passer cet axe par Londres. Les relations avec les Allemands seront frileuses. Mitterrand n'est pas proche d'eux et son malaise est renforcé par les tendances du SPD. Les socialistes voudront des relations plus étroites avec le Parti travailliste et le gouvernement britannique⁵⁸.

Il est même question que Mitterrand ait son premier rendez-vous avec les Britanniques, ce qui revêt, note Henderson, « une importance symbolique ». Et l'ambassadeur de conclure : « Ceci nous aiderait à résoudre notre problème éternel de savoir si nous sommes une île ou une projection du continent

54 NA/FCO 33/3453, note de Goodall, directeur politique du WED, au ministre des Affaires étrangères David Owen, 6 mars 1978.

55 *Ibid.*

56 *Ibid.*

57 *Ibid.*

58 NA/FCO 98/337, Henderson, télégramme n° 152, 22 février 1978.

européen⁵⁹. » Le calendrier électoral joue donc un rôle déterminant pour les Britanniques dans leur volonté de rapprochement avec la France.

59 *Ibid.*

Annexes

ENTRETIEN
AVEC LE PRÉSIDENT VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
LE JEUDI 20 SEPTEMBRE 2012

Paris, rue Bénouville (xvi^e arrondissement)

Parmi les Premiers ministres britanniques qui se succèdent au cours de votre septennat, Harold Wilson, James Callaghan puis Margaret Thatcher, avec lequel avez-vous le plus facilement négocié ?

Wilson était difficile et déplaisant, mauvais humainement. Les réunions européennes étaient difficiles avec lui. Il était en fin de règne. Il ne cherchait pas à améliorer les relations.

Callaghan était pro-européen, ou plutôt intéressé par l'Europe. Il était courtois, cherchant à améliorer les relations.

Les relations étaient difficiles avec Thatcher. Elle voulait constamment affirmer sa supériorité, surtout la supériorité des femmes sur les hommes. C'était son caractère : elle voyait les négociations comme une bataille, avec vainqueurs et vaincus. Donc, ce qui était déplaisant, c'est qu'après une négociation dans laquelle tout le monde y avait trouvé son compte, elle affirmait publiquement avoir gagné sur les autres.

Pour le président, les deux pays les plus semblables sont le Royaume-Uni et la France :

Tradition monarchique, même culture intellectuelle, vieille démocratie, similitudes au niveau social, pays ayant eu un empire colonial et donc des responsabilités mondiales.

Mais les Britanniques ne voulaient pas d'une union contraignante (sauf peut-être Edward Heath).

Quels étaient les sujets les plus délicats que vous aviez à traiter avec les Britanniques ?

Pendant son mandat, deux moments importants de négociations :

Négociations monétaires (Jenkins, Callaghan). Callaghan n'y était pas complètement opposé mais n'a pas participé.

Négociations avec les États-Unis en matière de défense (euromissiles/SS 20). À la conférence de la Guadeloupe, Callaghan s'est montré très coopératif.

Il y a eu aussi l'affaire Thatcher, l'affaire irritante de son « I want my money back ». La situation était en trompe l'œil car d'apparence le Royaume-Uni était en déficit avec la CEE, à cause de ses droits de douane. C'était une période de tension, Thatcher avait un ton désagréable.

La France a-t-elle imposé ses vues au Royaume-Uni ?

Il n'y avait pas trop de contradiction entre les objectifs des deux pays. La France traitait plutôt de la construction européenne avec l'Allemagne et des affaires mondiales avec les Britanniques.

Qui a eu l'idée des rencontres régulières entre chefs d'État et de gouvernement et ministres français et britanniques (les sommets franco-britanniques) ?

310

C'était une idée de Pompidou. C'était une bonne idée, même s'il n'y avait pas de substance très intense, c'étaient des occasions de parler. C'étaient des rencontres plus détendues, moins formelles qu'avec les Allemands. Souvent, on choisissait des lieux avec des possibilités de détente (Rambouillet, la maison de campagne du Premier ministre britannique). Il n'y avait pas de conflit car chacun savait ce que voulait l'autre (par exemple l'accord monétaire européen en 1978). Vis-à-vis de la construction européenne, les Britanniques freinent mais veulent en être.

Le président français souligne qu'il apprécie la diplomatie britannique car elle a deux qualités principales :

Rapidité de circulation de l'information ; aisance de la mise en commun des informations (entre services).

Il conclut :

C'est une diplomatie très rapide.

La visite d'État de juin 1976 a été décrite à l'époque comme marquant un tournant historique dans les relations franco-britanniques. Qu'en avez-vous pensé à l'époque ? Et dans les années qui suivirent ?

Cette visite fut merveilleuse, avec un temps caniculaire. J'avais beaucoup de considération, de sympathie, pour la reine. Nous avons exactement le même âge, ce qui nous rapproche, crée des liens. Roy Jenkins, ministre de l'Intérieur, a tout organisé. C'est une visite sans grande portée. Il y eut un seul moment pénible : le discours à la Chambre, car tout le monde s'attendait à ce que je parle mal anglais. Avec la reine, nous avons échangé des cadeaux lors du dîner à Buckingham. Je vous livre une anecdote : l'ambassadeur britannique en France m'a demandé ce qui me ferait plaisir. Je ne savais pas trop quoi dire ; le montant

du plafond autorisé pour les cadeaux d'État était d'environ cinq mille francs. Je finis par demander un chien. Ce chien viendra d'une portée d'une chienne de la reine. Après Londres, la visite d'État s'est poursuivie en Écosse avec un dîner au château royal à Édimbourg dans une ambiance détendue.

Par rapport à vos prédécesseurs, avez-vous insufflé un changement avec le Royaume-Uni ?

Il n'y avait pas de contentieux (Pompidou avait permis au Royaume-Uni de rentrer dans la CEE) mais de la distance. (Pompidou n'aimait pas l'Allemagne.) Avec lui, l'ambiance se réchauffe.

Quels moyens utilisiez-vous pour communiquer avec le Royaume-Uni ?

Peu le téléphone, ce qui faisait une grande différence avec Helmut Schmidt, mais c'est logique car la France et la RFA s'étaient engagées à se consulter et à ne pas afficher de position différente, il fallait donc constamment se parler. Il n'y avait pas besoin de communiquer beaucoup car il y avait peu d'objectifs communs. La voie diplomatique classique était utilisée.

Jean François-Poncet était le plus anglophile de mes ministres des Affaires étrangères. J'avais de bonnes relations avec Henderson, mais avec ses prédécesseurs aussi. Les ambassadeurs britanniques avaient toujours quelque chose qui les rattachait à la France (une femme, une résidence secondaire...), ce qui facilitait les conversations.

Le Conseil franco-britannique avait peu ou pas d'influence.

Les Britanniques étaient-ils plus antisoviétiques que vous ?

Le président ne répond pas de manière tranchée :

Idéologiquement, c'est assez difficile à dire : Peut-être un peu plus. Il y avait un débat à l'ONU sur le désarmement et des propositions sur les moyens de contrôle. J'ai fait des propositions au niveau européen. Le Royaume-Uni n'était pas enthousiaste à cause de ses liens avec les États-Unis.

Comment fonctionnait le triangle Paris-Londres-Bonn ?

C'est une idée qui n'est pas pertinente, elle ne fonctionne pas. Ce n'est pas un triangle. Les relations avec le Royaume-Uni et la RFA étaient de même niveau mais sur des sujets différents : avec le Royaume-Uni, le monde ; avec la RFA, l'Europe, l'intégration.

Y a-t-il eu un Premier ministre britannique « européen » ?

Edward Heath autant que nous, décidé à aller aussi loin que nous.

Après lui, personne, même s'ils sont « soft » sur la construction européenne. Jenkins était favorable à un meilleur fonctionnement, une meilleure organisation de la CEE. Jenkins était hostile au système monétaire européen (à cause de la livre, de la politique active de la Banque d'Angleterre).

Sur la politique énergétique :

Il n'y avait pas de différences. Il y a eu une réunion du G7 à Londres sur les quotas d'achat de pétrole. La France et le Royaume-Uni étaient dans des situations différentes car le Royaume-Uni était producteur. Mais il n'y avait pas d'oppositions.

Sur l'Afrique :

Il n'y avait pas de conflit à propos des relations à avoir avec la Rhodésie ou l'Afrique du Sud car c'est clairement la zone d'influence britannique. Les deux pays avaient la même position sur l'apartheid, une position « prudente » pour qu'elle se termine sans engendrer le chaos.

312

Avez-vous été plus anglophile que vos prédécesseurs ?

Oui, je lis en anglais tous les soirs. Ma femme est de culture anglaise. Je ne lis le matin que des journaux de langue anglaise. Dans les négociations, je parlais anglais. Sauf quand les négociations étaient serrées ou techniques, je parlais français et je me faisais traduire car chaque mot compte à ce moment-là.

Y-avait-il des tensions, des conflits entre l'Élysée et le Quai d'Orsay ?

Non, il y avait une bonne communication. Louis de Guiringaud était très anglophile.

Sur le nucléaire :

Il n'y a pas eu de coopération nucléaire avec le Royaume-Uni car les Britanniques dépendaient totalement des États-Unis et la France avait fait le choix de l'indépendance totale. Il n'y a eu aucune volonté de la France ou du Royaume-Uni pour un projet européen sur ce sujet.

Sur l'aéronautique :

Dans le domaine de l'espace, les Britanniques se sont impliqués mais n'ont pas beaucoup participé. Sur Airbus, le projet était franco-allemand à la base ; il a fallu faire une place au Royaume-Uni et donc déterminer la part des avions à réaliser par eux (15 % dans le système).

Les questions agricoles ont-elles gêné les relations franco-britanniques ?

Oui, car ils trouvaient que la PAC coûtait trop cher, même s'ils en profitaient aussi. Il y avait un désaccord permanent. Ils remettaient ça sur la table chaque année au moment du vote du budget alors que la France voulait l'application simple du traité.

Y a-t-il eu un rapprochement britannique vers l'Europe à cause de la diminution de la relation spéciale avec les États-Unis ?

C'est difficile à dire. Il faudrait demander aux Britanniques. Je pense qu'à terme, les Britanniques rejoindront l'Europe sur la monnaie (dans une quarantaine d'années) car les États-Unis vont s'éloigner de plus en plus du modèle anglo-saxon et donc le Royaume-Uni sera amené à se rapprocher de l'Europe.

Les Britanniques avaient-ils une vision de l'Europe dans les années 1970 ?

Non, même Churchill n'en avait pas. À la rigueur peut-être Heath.

Remarques sur les acteurs de l'époque :

Gabriel Robin était très loyal, même s'il était assez « anti-OTAN » et de culture gaulliste. Claude Pierre-Brossolette, à l'époque secrétaire général de l'Élysée, ne s'occupait que des affaires internationales. Je le voyais tous les jours. Il recevait les ambassadeurs. Il traitait les télégrammes à me présenter. Il avait un bureau au même étage que moi.

DISCOURS DE VALÉRY GISCARD D'ESTAING
AU PARLEMENT LE 23 JUIN 1976

Monsieur le Lord chancelier, Monsieur le speaker, je vous remercie des paroles que vous venez de prononcer pour m'accueillir dans ce palais de Westminster qui est, pour le peuple britannique, un haut lieu de son histoire et de ses institutions, et qui demeure pour le monde entier, et pour nous autres Français, le symbole d'une réussite inégalée dans l'art, pour les hommes libres, de se gouverner eux-mêmes. Parmi les vertus de votre Parlement, celle qui me paraît la plus digne d'admiration est la capacité qu'il a montrée, à chaque époque, de s'adapter aux temps nouveaux. Son rôle, sa composition, son équilibre interne se sont constamment modifiés depuis ses origines. Né d'une réaction de résistance à l'arbitraire du pouvoir, il s'est fait l'éducateur de la démocratie avant de s'en faire l'expression. Il a ouvert progressivement ses rangs à toutes les classes de la nation, et a toujours été assez sage pour consentir à temps aux réformes nécessaires. Il n'est pas étonnant que la nation britannique lui garde sa confiance. C'est à lui qu'elle doit, pour une large part, d'avoir traversé les siècles, comme ces navigateurs assez habiles pour tirer parti des vents contraires aussi bien que des vents favorables. Cette aptitude à s'adapter sans cesser d'être soi-même, cette faculté d'accepter le changement sans perdre la continuité sont les signes qui distinguent la vigueur des institutions. Elles sont aussi la marque des peuples forts. Si j'en parle aujourd'hui, c'est qu'elles me paraissent également nécessaires à nos deux pays pour s'adapter à une autre époque sur laquelle souffle ce que l'un de vos anciens Premiers ministres a appelé avec justesse le vent du changement. Or, ce vent, pour une fois, il ne souffle pas au travers de la Manche, d'un de nos pays vers l'autre, il vient de l'extérieur, et au lieu de nous éloigner, il nous rapproche. On peut parler sans fin des rapports de la Grande-Bretagne et de la France. On est sûr de faire sourire en évoquant l'histoire de cette très ancienne amitié, vaguement entrecoupée de huit siècles de rivalités et de guerre. Au xvi^e siècle, votre poète Philip Sidney en donnait la meilleure définition : « *That sweet enemy, France* ». Je noterai seulement que ce long antagonisme est pratiquement inséparable de la formation de nos personnalités historiques, et de même que l'adolescent se forme par antagonisme, de même les plus anciens États historiques d'Europe, je veux dire la France et la Grande-Bretagne, se sont largement constitués en s'opposant, ce qui est d'ailleurs une façon de s'appuyer l'un sur l'autre. Je n'abuserai pas de ce thème bien connu, si ce n'est pour vous

dire ceci : les motifs qui ont été à l'origine de la rivalité séculaire de nos deux pays sont ceux qui nous invitent aujourd'hui puissamment à nous rapprocher et à nous entendre. Je veux dire : le voisinage et la similitude de nos ambitions.

Le voisinage vient de prendre une forme organisée : celle de notre participation, pour la première fois dans notre histoire, à une même institution : la Communauté économique européenne. Depuis l'ouverture de la négociation d'adhésion en 1970, jusqu'au référendum de 1975, la Grande-Bretagne a annoncé, puis confirmé son choix historique. La France qui s'était interrogée, vous le savez, sur le sens de votre volonté, se réjouit d'être désormais votre partenaire. Depuis treize ans, nous avons dialogué des deux côtés de la porte, ce qui explique d'une part que nous nous soyons relativement peu rencontrés, et d'autre part que nous ne nous soyons pas toujours compris. Aujourd'hui, les données sont différentes. Nous souhaitons avoir avec vous des rapports aussi actifs et aussi confiants que ceux que nous entretenons avec nos premiers partenaires du Marché commun. Aussi, je souhaite que nous convenions d'organiser, avec votre Premier ministre, une rencontre annuelle régulière de nos deux gouvernements. Celle-ci serait complétée par un calendrier de consultations politiques, au niveau des ministres des Affaires étrangères, et des réunions appropriées de hauts fonctionnaires. Au sein de la Communauté, nous devons accroître nos relations bilatérales. Respectables mais insuffisantes sur le plan du commerce, prestigieuses, grâce au Concorde, mais limitées sur le plan industriel et technologique, nous devons faire plus et mieux. Je souhaite que nos gouvernements recherchent, avant leur prochaine rencontre, des domaines précis de haute technologie et des perspectives commerciales favorables où nous puissions associer nos efforts. La similitude de nos ambitions, source de nos anciennes rivalités, puisque nous voulions faire la même chose, mais l'accomplir à la place de l'autre, peut contribuer au progrès de l'Europe sur deux plans : l'organisation de l'Europe, et la définition de son rôle international. Le débat est ouvert, entre les membres de notre communauté, sur la manière d'organiser l'Europe. C'est un débat nécessaire. En son absence, nous prendrions des décisions dispersées, sans conception d'ensemble. Nous accumulerions des règlements et des administrations dont notre continent est suffisamment pourvu. Mais c'est un débat difficile parce qu'il a été longtemps obscurci et passionné par des querelles de doctrine. Aujourd'hui, après vingt-cinq ans d'une première expérience, nous devrions l'aborder dans le réalisme et la sécurité.

Aucun de nos États ne détient à lui seul une vérité que nous devons, au contraire, rechercher ensemble. C'est un fait, cependant que la longue expérience historique de la Grande-Bretagne et de la France peut être utile à cette recherche. Cette expérience montre que les mécanismes comptent moins que la volonté politique. La Grande-Bretagne s'est passée de Constitution

depuis les origines, la France en a usé un grand nombre, exemples différents, même leçon : l'organisation d'une nation se décrète moins par un traité qu'elle ne se définit progressivement par ses actes. C'est en réunissant l'action de nos gouvernements et en les faisant agir ensemble que nous forgerons notre unité européenne. L'Europe n'a pas jusqu'à présent de réalité politique mondiale. Elle participe assurément à des négociations commerciales et monétaires. Elle contribue largement à certains organismes de développement. Mais sur le plan politique, celui où se forme, au travers des luttes ou dans la proposition idéologique le destin des peuples, l'Europe est absente ou muette. Nous le savons bien, nous qui avons été conduits par la force de nos ambitions, et par la diversité de nos intérêts, vous plus encore que nous, à participer à tous les problèmes du monde. Puis-je vous dire l'impression profonde que m'a fait, il y a trois ans, le premier trajet qui m'a conduit de Malaisie en Inde, puis au Moyen-Orient, et que j'y ai découvert l'immense capacité de travail et d'organisation que vous avez déployée sur la plus vaste partie du monde. Nous avons renoncé ensemble aux empires et aux impérialismes. Mais nous en avons gardé un intérêt pour les grands problèmes de notre univers et un réseau d'amitié qui nous y associe. Il me paraît utile que nous travaillions ensemble, avec nos partenaires, à donner une présence politique internationale à l'Europe, présence pacifique mais forte d'une expérience qui peut contribuer à dénouer les crises, à réduire les tensions, et à exprimer la vitalité des institutions démocratiques.

Monsieur le Lord chancelier, Monsieur le speaker, il ne suffit pas que je vous rende visite pour m'imaginer que nous traversons une circonstance historique. Et pourtant, voici que je suis le premier chef d'État français à être reçu au Parlement britannique depuis que nous faisons partie d'une même organisation. Les Plantagenêts, les Tudors, Charles VI et Charles VII, Henri VIII et François I^{er}, Napoléon, Pitt et Wellington, verraient-ils dans cette réunion la ruine ou la consécration de leurs efforts ? Chercheraient-ils à vaincre ou à s'unir ? Puisque nous voici ensemble, je souhaite que nous apportions une même contribution à l'organisation de l'Europe, faite de nos souvenirs et de notre expérience. Je souhaite que nos deux vieux pays se réjouissent d'entrer dans une époque où ils pourront, sans arrière-pensées, réaliser leur ancienne idée de se rapprocher, de se comprendre et sans doute de s'unir¹.

1 Ce discours est disponible en ligne : <http://discours.vie-publique.fr/notices/767013900.html>.

ANNEXE 3

DÉCLARATION COMMUNE DU 24 JUIN 1976

En anglais. Source : NA/ FO 33/2885

TABLEAU SYNOPTIQUE DES RÉUNIONS :
FRANCE, ROYAUME-UNI, ALLEMAGNE, CE, G7

Les échelles de négociations			
Présidence des Communautés	Type de réunions	Lieu	Date
Luxembourg	Visite d'État	Londres	22-25 juin
	G7	San Juan (Porto Rico, États-Unis)	27-28 juin
Pays-Bas	Sommet franco-allemand	Hambourg	5-6 juillet
	CE	Bruxelles	12-13 juillet
	Sommet franco-britannique	Rambouillet	11-12 novembre
	CE	La Haye	29-30 novembre
Royaume-Uni	Sommet franco-allemand	Paris	3-4 février
	G7	Londres	7-8 mai
	Sommet franco-allemand	Bonn	16-17 juin
Belgique	CE	Bruxelles	5-6 décembre
	Sommet franco-britannique	Chequers	12-13 décembre
Danemark	Sommet franco-allemand	Paris	6-7 février
	CE	Copenhague	7-8 avril
Allemagne	CE	Brême	6-7 juillet
	G7	Bonn	16-17 juillet
	Sommet franco-allemand	Aix-la-Chapelle	14-15 septembre
	Sommet franco-britannique	Paris	24 novembre
	CE	Bruxelles	4-5 décembre
France	Conférence de la Guadeloupe		5 janvier
	Sommet franco-allemand	Paris	20-22 février
	CE	Paris	12-13 mars
	Visite de Thatcher	Paris	5 juin
	CE	Strasbourg	21-22 juin
	G7	Tokyo	28-29 juin
Irlande	Sommet franco-allemand	Bonn	1-2 octobre
	Sommet franco-britannique	Londres	19-20 novembre
	CE	Dublin	29-30 novembre
Italie	Sommet franco-allemand	Paris	4-5 février
	CE	Venise	12-13 juin
	G7	Venise	22-23 juin
Luxembourg	Sommet franco-allemand	Bonn	10-11 juillet
	Sommet franco-britannique	Paris	19 septembre
	CE	Luxembourg	1-2 décembre
Pays-Bas	Sommet franco-allemand	Paris	5-6 février
	CE	Maastricht	23-24 mars

TABLEAU SYNOPTIQUE DES ENJEUX

Enjeux croisés dans les échelles de négociation				
Présidence des Communautés	Type de réunion	Lieu	Date	Enjeux croisés
Luxembourg	Visite d'État	Londres	22-25 juin	Déclaration commune: nouvelle coopération, dans une perspective européenne pour agir sur les orientations mondiales
	G7	San Juan (Porto Rico, États Unis)	27-28 juin	Stabilité monétaire Économie d'énergie Libéralisme Dialogue Nord Sud
Pays-Bas	CE	Bruxelles	12-13 juillet	Convergence des politiques économiques Interdépendance
	Sommet franco-britannique	Rambouillet	11-12 novembre	Crise (industries traditionnelles) Concurrence du Japon Importations de pétrole Relations Est-Ouest
	CE	La Haye	29-30 novembre	Relations avec le Japon CCEI Commerce international
Royaume-Uni	G7	Londres	7-8 mai	Stabilité monétaire Économie d'énergie Libéralisme Dialogue Nord Sud
Belgique	CE	Bruxelles	5-6 décembre	Solidarité monétaire Détérioration des relations commerciales (Japon) Relations Est-Ouest
	Sommet franco-britannique	Chequers	12-13 décembre	Problèmes commerciaux internationaux Comité de Coopération industrielle (CCI) Énergie SALT
Danemark	CE	Copenhague	7-8 avril	Relance de l'économie mondiale : stratégie communautaire Croissance des échanges mondiaux Relations avec Japon
Allemagne	CE	Brême	6-7 juillet	SME Énergie Dialogue Nord-Sud
	G7	Bonn	16-17 juillet	Réduction de la dépendance énergétique Libéralisation Intégration des PED

1976

1977

1978

Enjeux croisés dans les échelles de négociation

Présidence des Communautés	Type de réunion	Lieu	Date	Enjeux croisés	
Allemagne	Sommet franco-britannique	Paris	24 novembre	SME NCM Coopération industrielle Détente	1978
	CE	Bruxelles	4-5 décembre	SME : effet stabilisateur sur l'économie mondiale Relations Est-Ouest	
France	Conférence de la Guadeloupe		5 janvier	Relations Est-Ouest SALT	1979
	CE	Paris	12-13 mars	Coordination des politiques économiques Énergie Japon	
	Visite de Thatcher	Paris	5 juin	Énergie SME Conjoncture mondiale	
	CE	Strasbourg	21-22 juin	SME Japon Énergie	
	G7	Tokyo	28-29 juin	Stratégie énergétique commune Plafond d'importations pétrolières Renforcer le GATT Relations Nord-Sud Lutter contre l'inflation	
Irlande	Sommet franco-britannique	Londres	19-20 novembre	Pétrole : dialogue producteurs-consommateurs SME Détente	1980
	CE	Dublin	29-30 novembre	Convergence des économies Politique énergétique Pétrole : dialogue producteurs-consommateurs	
Italie	CE	Venise	12-13 juin	Coopération avec PED Crise économique Énergie	1981
	G7	Venise	22-23 juin	Équilibre à trouver entre approvisionnement et demande d'énergie Relations avec PED Inflation	
Luxembourg	Sommet franco-britannique	Paris	19 septembre	Énergie Industrie Relations Est-Ouest	1981
	CE	Luxembourg	1-2 décembre	Inflation SME : contribution à un nouvel ordre monétaire Innovation et recherche Commerce international	
Pays-Bas	CE	Maastricht	23-24 mars	Politique monétaire : intensifier le dialogue avec États-Unis Restructuration de la sidérurgie Relations Nord-Sud	1981

LES ENJEUX DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE DANS LES SOMMETS

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing				
Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques	
Coopération économique bilatérale :				
11-12 novembre 1976 Rambouillet	Industrie :			
	Armement.			
	Aéronautique : avion européen à cent places	Engagement renforcé sur la coopération européenne	Prix plancher du pétrole importé (MSP)	
	Sidérurgie : crise, concurrence japonaise	Pétrole : contrats d'exploitation	Coopération à Superphénix	
	Automobile, chantiers navals, électricité	Collecteur pour le gaz		
	Énergie :			
	Nucléaire			
	Pétrole, gaz			
	Questions communautaires :			
	Énergie			
Pêche				
PAC	Politique énergétique commune UEM	Maintien des MCM		
Approfondissement et élargissement		Coopération politique		
Élections directes du Parlement européen				
Coopération bilatérale :				
12-13 décembre 1977 Chequers	Consultations périodiques entre experts économiques et Comité de coopération industrielle (CCI)			
	Armement : avion de combat tactique; coopération trilatérale			
	Énergie : achats français d'électricité en Grande-Bretagne par câble transmanche	Prépondérance franco-allemande dans Airbus Industrie	Rôle majeur pour la Grande-Bretagne	
	Industrie : aéronautique (avion civil 160 places)			
	Coopération culturelle : échanges, conseil franco-britannique			

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing

Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques
12-13 décembre 1977 Chequers	Questions communautaires : Énergie Pêche Aéronautique Situation monétaire PAC Élargissement : Grèce, Portugal, Espagne Défense : GEIP ; garantie nucléaire franco-britannique pour l'Europe ?	Réforme d'Euratom	
	Questions multilatérales : Afrique : Zaïre, Rhodésie Commerce (NCM) SALT et sécurité européenne (missiles de croisière)	« Croissance ordonnée des échanges » Question américano-soviétique	Forum euro-stratégique
24 novembre 1978 Paris	Questions bilatérales : Coopération industrielle		Promouvoir le CCI
	Questions communautaires : Comité des Trois Sages Avenir de l'Europe à la veille de l'élection au suffrage direct Union économique et monétaire (UEM)	Composition et mandat des « trois sages » SME	
	Questions multilatérales : Détente et relations Est-Ouest Désarmement Moyen-Orient Afrique	Conférence européenne sur le désarmement	
19-20 novembre 1979 Londres	Questions bilatérales : Pétrole Nucléaire civil Nucléaire militaire Câble transmanche	Participation à l'exploration off-shore	Coopération avec Framatome
	Questions communautaires : Pétrole : répartition par pays des importations : dialogue producteurs-consommateurs Budget Mouton SME Désarmement	Budget, mouton : questions à traiter au CE uniquement	Budget : assurer les positions britanniques avant le CE de Dublin SME : attendre la stabilisation de la livre après la suppression du contrôle des changes
	Questions mondiales : Pétrole Afrique : Rhodésie, Afrique du Sud Pétrole : forum spécial Place de la France et de la Grande-Bretagne dans le monde Détente	Dialogue producteurs-consommateurs	Afrique : Obtenir le soutien de la France

Les sommets franco-britanniques sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing			
Dates et lieu des sommets	Thèmes	Objectifs français spécifiques	Objectifs britanniques spécifiques
19 septembre 1980 Paris	Coopération bilatérale :		Libéralisme économique
	Industrie	Baisse des prix du pétrole britannique	Modernisation de la force de dissuasion
	Pétrole		Relance du programme nucléaire
	Nucléaire		
	Questions communautaires :		
Pêche	Budget : à réserver au cadre communautaire		
Mouton			
Beurre néo-zélandais			
Sucre			
	Budget		
Questions mondiales :			Position très ferme à l'égard de l'URSS
	Relations Est-Ouest		

ENTRETIEN
 AVEC LE PRÉSIDENT VALÉRY GISCARD D'ESTAING,
 LE MERCREDI 22 NOVEMBRE 2017

Paris, rue de Bénouville (xvi^e arrondissement)

Les relations franco-britanniques apparaissent comme une série d'occasions manquées. Vous avez lancé beaucoup d'initiatives, les Britanniques relèvent la présence d'une vision de l'Europe qui n'existe pas chez eux. Dans les archives britanniques on trouve pour vous désigner le terme « *The idea's man* ». Tout était-il joué dès le début ?

Les Britanniques ont une vision de l'Europe en fait. Ce n'est pas une vision très explicite (donc pas dans les discours). C'est plutôt une espèce de culture. C'est cette vision que j'ai pu observer : d'une part, ils n'aiment pas le continent européen et ne le respectent pas. Ils considèrent que par rapport à eux, à l'éducation, aux différences culturelles, aux bonnes manières... l'Europe est en-dessous d'eux. Et donc, ils veulent bien avoir des relations avec l'Europe, mais ils ne pensent pas qu'ils en font partie. Ils n'ont pas participé aux avancées européennes : Schengen, l'euro, Maastricht... Tout cela vient de leur culture collective, c'est profond en eux.

Depuis dix ans, ils sont de moins en moins européens à cause de leur problème central : l'immigration, qu'ils ont pourtant voulue au départ. Souhaitée pour la main d'œuvre, elle est devenue excessive. Ils ont donc cherché à la limiter. Dès ce moment se répand une campagne selon laquelle l'Union européenne était une prison : on pouvait y entrer mais l'on ne pouvait pas en sortir. J'ai voulu y répondre en rédigeant moi-même un article sur la sortie de l'Union. Cet article est intégré dans le traité de Lisbonne. C'est un article assez simple, qui devrait rendre beaucoup moins compliquée la sortie. Les négociations sont aujourd'hui trop longues, trop compliquées à cause de la Commission. Il y a un problème difficile, et un seul c'est le problème financier.

Avez-vous cru pendant votre septennat que les Britanniques allaient jouer le jeu finalement ? Quand vous avez mené les négociations sur le système monétaire européen par exemple, vous avez laissé la porte ouverte pour que les Britanniques puissent le rejoindre plus tard. Y avez-vous cru ?

Non. Il y a une différence entre espérer et croire. Normalement, comme nous sommes le plus petit continent (face à l'Amérique du Nord, la Chine), il faut

que tout le monde soit ensemble. À propos de l'intégration monétaire, peut-être y arriverait-on un jour, mais j'étais très sceptique.

Dans les années 1970, l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE était vue en France comme une chance pour l'Europe ; Jean-Marie Soutou pose la question : « Que pourra être une Europe sans l'Angleterre ? » L'adhésion devait permettre d'accroître le poids de l'Europe dans le monde. Cela a-t-il été le cas selon vous ?

Il n'y a pas de réponse catégorique. La Grande-Bretagne avait une image de solitude, avec une démarche particulière. Par exemple, pour l'entrée de la Turquie, alors que certains pays y étaient opposés, les Britanniques ont multiplié les démarches en faveur de cette entrée. Dans les relations euro-américaines, l'aspect positif était que la Grande-Bretagne était du côté européen dans les négociations, en dépit de sa relation spéciale avec les États-Unis. Le jeu n'était pas faussé ici.

332

La Grande-Bretagne était un obstacle à l'intégration européenne dans un certain nombre de domaines, notamment la défense. Durant votre septennat, avez-vous été bloqué par les Britanniques ?

Non, car on savait qu'ils ne participeraient pas aux projets. C'était négatif pour les petits pays tels que le Danemark ou la Norvège qui étaient retenus par leurs liens traditionnels avec la Grande-Bretagne.

Le chancelier allemand Helmut Schmidt écrit dans son livre *L'Europe s'affirme* (2001) qu'il a été très déçu par les Anglais et très rapidement et il écrit en 2001 qu'il n'attend plus rien d'eux, et que la Grande-Bretagne constitue juste un frein pour l'Europe. À partir de quand est-il devenu si pessimiste ?

Les Allemands étaient plus optimistes que nous sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Europe. Helmut Schmidt ne voyait pas d'obstacle insurmontable à une bonne intégration. C'était un sujet abordé très souvent avec lui. Helmut Schmidt s'est lassé des Britanniques et a cédé pour apaiser les relations Grande-Bretagne – CEE, même si ce n'était pas justifié.

Vous étiez plus proche de la Grande-Bretagne quant à la place et au poids dans le monde : vous pouviez parler des affaires mondiales. C'était un avantage d'avoir la Grande-Bretagne dans l'Europe ?

Il ne faut pas exagérer le poids des affaires mondiales dans la vie de l'Europe. Ce n'était ni un obstacle ni un atout. Helmut Schmidt ne s'intéressait en dehors de l'Europe qu'à la Chine. Moi-même aussi et un peu à l'Amérique latine. L'Europe pouvait se permettre de gérer son organisation sans pression

extérieure. Mais la globalisation est apparue avec Clinton et son ministre des Finances, un ancien de Goldman Sachs, ce qui signifiait globalisation comme ouverture du monde aux États-Unis.

Avec le Brexit, pensez-vous que l'Europe va s'affaiblir ? Ou au contraire est-ce une chance à saisir ?

Elle s'affaiblit un peu en poids, par le nombre d'habitants, un tissu industriel... En sens inverse, un handicap est levé pour courir plus vite : l'intégration européenne est libérée d'un poids. Entre Maastricht et le traité de Paris, la Grande-Bretagne n'a cessé de jouer le mauvais rôle. Le Brexit dépouille la démarche européenne de l'un de ses obstacles, elle était devenue compliquée. La volonté européenne devient plus unanime, donc cela augmente les chances de réussite. Mais le monde change, avec la technologie, la création d'un changement de civilisation, il faut que l'Europe s'adapte.

Lundi 13 novembre 2017, vingt-trois pays de l'Union européenne se sont engagés à Bruxelles à relancer l'Europe de la défense : ce qui n'a pas pu se faire avec les Britanniques est-il possible maintenant ?

Non. L'Europe de la défense est une illusion. Les textes nécessaires existent depuis longtemps mais on n'a rien fait. Le problème c'est que la sécurité globale du continent est assurée par l'OTAN, mais la sécurité partielle, c'est-à-dire de chaque État, l'est par eux-mêmes et le problème central ce sont les frontières méditerranéennes.

Par exemple, la construction d'un avion de combat ? Cela avait échoué dans les années 1970...

Il est probable que la nouvelle génération d'armement sera issue de l'Europe continentale, mais peut-être avec une coopération britannique.

Êtes-vous aussi optimiste que Federica Mogherini qui a parlé d'un « moment historique pour la défense européenne » ?

Non, ni pessimiste. Pour les fabrications en matière de défense, au contraire, car la France et la Grande-Bretagne dépensaient le plus. Les accords bilatéraux pourront continuer.

Que pensez-vous des positions du président Emmanuel Macron sur l'Europe ?

Macron est sincèrement européen, mais il faut prendre de bonnes mesures. Par exemple avec la défense : le problème nucléaire ? La France qui est le seul pays détenteur de l'arme atomique maintenant dans l'Union partagera-t-elle

ses moyens ? Il faut procéder dans l'ordre : création d'un ordre économique cohérent, après une monnaie, ensuite la fiscalité, et ensuite les dettes...

Êtes-vous pour une refonte des traités ?

Non. Le problème c'est de mieux les appliquer, mettre fin au harcèlement bureaucratique de la Commission : elle est sortie de son rôle. Il y a trop de commissaires, le bon chiffre, comme le disait le dernier bon président de la Commission Jacques Delors, c'est treize. À vingt-huit, tout se complique, tout s'alourdit avec des cabinets trop volumineux. Il faut aussi revoir leur application. Par exemple, la Commission n'a pas à prendre parti en matière diplomatique. C'est le rôle du Conseil européen, comme le fait depuis quelques mois le président actuel. Il faut un président du Conseil fort. Il faut faire attention à l'idée absurde de l'égalité entre les États (comme par exemple Chypre et l'Allemagne). Il faudrait un système où les pays les plus peuplés se concertent avant. Le nouveau système de vote issu de la Constitution est un bon système avec une majorité qualifiée et non avec l'unanimité. Il faut l'utiliser davantage. Il faut que la Commission et le Conseil rentrent dans leur domaine de compétence. C'est le monde annexe, sans légitimité, qui irrite les opinions publiques.

334

À la fin des années 1970 déjà, il était question d'une Europe à deux vitesses et le cas de la Grande-Bretagne était parfois posé (fallait-il la mettre à l'écart de certains projets ?) : cela aurait-il permis d'éviter le Brexit ?

À deux vitesses, c'est trop compliqué. Depuis le début, il y a deux projets européens : un projet de libre-échange avec un marché unique et un projet d'intégration pour ceux qui le veulent. Le deuxième a besoin d'être encouragé pour faire face aux défis du monde mais le problème c'est l'engagement des pays. Les volontaires sont les six fondateurs, avec l'Espagne, le Portugal et l'Autriche. La Grèce a trop de problèmes, elle ne peut pas en supporter le poids. D'autre part, il faut regarder de plus près les négociations commerciales (comme l'a dit Macron) et ceux qui négocient car ils sont souvent d'un faible niveau, notamment de responsabilité et de légitimité.

Voyez-vous les Britanniques revenir sur leur décision ?

Non. Ils vont essayer de développer leurs relations avec leur ancien empire, l'Australie, le Canada...

L'opinion britannique dans les années 1960 n'était pas pro-européenne...

Oui, c'est vrai, il n'y avait pas d'attachement à l'Europe. D'autant plus que la presse, presque unanime, n'aime pas l'Europe et met en exergue tous ses défauts.

Aurait-on pu éviter le Brexit ?

À mon avis, non. Il n'y a pas eu de rapprochement des identités. Qui était pro-européen ? Ted Heath était le seul vrai européen, il voulait devenir européen. Roy Jenkins était pro-européen par raisonnement, d'où une bonne gestion des relations Royaume-Uni – Europe ; il participait aux discussions. L'ambassadeur Nicholas Henderson était européen dans sa façon de vivre.

Le Brexit viendrait d'un manque d'éducation européenne ?

L'Europe a déclenché deux guerres mondiales, on ne peut pas effacer tout cela d'un seul coup. Il y a les obstacles des langues et des cultures. Pour les langues, on n'y peut rien, mais on pourrait suivre la règle d'utiliser l'anglais courant pour négocier et conserver les langues nationales pour les textes officiels et le domaine juridique. Il faut par ailleurs développer l'enseignement de l'allemand. Partout en Europe, finalement, on a des cultures assez proches, il existe bien une culture européenne.

BIBLIOGRAPHIE

DYNAMIQUES DES SYSTÈMES INTERNATIONAUX

- ALLAIN, Jean-Claude (dir.), *La Moyenne Puissance au XX^e siècle. Recherche d'une définition*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale/Institut d'histoire des conflits contemporains, 1989.
- BADEL, Laurence, « Milieux économiques et relations internationales : bilan et perspectives de la recherche au début du XXI^e siècle », *Relations internationales*, n° 157, 2014/1, p. 3-23.
- , « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 90, 2006/2, p. 169-185.
- BADIE, Bertrand, « L'adieu au gladiateur ? La mondialisation et le renouveau des relations internationales », *Relations internationales*, n° 124, 2005/4, p. 95-106.
- BÉLY, Lucien, SOUTOU, Georges-Henri, THEIS, Laurent & VAÏSSE, Maurice (dir.), *Dictionnaire des ministres des Affaires étrangères (1589-2004)*, Paris, Fayard, 2005.
- & SOUTOU, Georges-Henri, « Les relations internationales », dans SIRINELLI, Jean-François, CAUCHY, Pascal & GAUVARD, Claude (dir.), *Les Historiens à l'œuvre (1995-2010)*, Paris, PUF, 2010, p. 261-286.
- CHASSAIGNE, Philippe & MARX, Roland, *Histoire de la Grande-Bretagne*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2004.
- , *La Grande-Bretagne et le monde de 1815 à nos jours*, Paris, Colin, 2009.
- , *Les Années 1970. Fin d'un monde et origine de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2012.
- DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, « Entretien avec Robert Frank », *Histoire@Politique*, n° 19, 2013/1, p. 216-227.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste, « Politique intérieure et politique extérieure », *Relations internationales*, n° 37, printemps 1984, p. 7-16.
- , *Tout empire périra. Une vision théorique des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1992.
- FRANK, Robert, « La France et son rapport au monde au XX^e siècle », *Politique étrangère*, vol. 65, n° 3-4, 2000, p. 827-839.
- , « Penser historiquement les relations internationales », *Annuaire français de relations internationales*, n° 4, 2003, p. 42-65.
- (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012.
- GENESTE, Pascal, *Archives de la présidence de la République française. Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Archives nationales/Somogy, 2007.

- GIRAULT, René « L'histoire des relations internationales peut-elle être une histoire totale ? », dans *Enjeux et puissances. Pour une histoire des relations internationales au XX^e siècle : mélanges en l'honneur de Jean-Baptiste Duroselle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986, p. 29-39.
- , *Être historien des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998.
- GOMART, Thomas, « La relation bilatérale : un genre de l'histoire des relations internationales », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 65-66, « Hommage à René Girault », janvier-juin 2002, p. 65-68.
- GUILLEN, Pierre, « Politique intérieure et relations internationales », *Relations internationales*, n° 41, printemps 1985, p. 111-124.
- , « Écrire l'histoire de la politique extérieure de la France », *Relations internationales*, n° 83, 1995, p. 131-137.
- JEANNESSON, Stanislas, « Diplomatie et politique étrangère de la France contemporaine : un bilan historiographique depuis 1990 », *Histoire, économie & société*, vol. 31, n° 2, « Nouvelles approches en histoire de la France contemporaine », 2012, p. 88-98.
- LAÏDI, Zaki, *La Norme sans la force. L'Énigme de la puissance européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.
- RENOUVIN, Pierre & DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1995.
- SANDERSON, Claire & GUIEU, Jean-Michel (dir.), *L'Historien et les relations internationales. Autour de Robert Frank*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.
- SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *Les Nouvelles Relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- , *Dictionnaire des relations internationales. Approches, concepts, doctrines*, Paris, Dalloz, 2006.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990)*, Paris, Fayard, 2001.
- , « Introduction à la problématique des mondialisations », *Relations internationales*, n° 123, 2005, p. 8-9.
- Relations internationales*, n° 82, « Conjoncture économique et relations internationales », 1995 ; n° 123, « Mondialisations-1 », 2005/3 ; n° 124, « Mondialisations-2 », 2005/4.

ACTEURS

Biographies

Valéry Giscard d'Estaing

BERNARD, Mathias, *Valéry Giscard d'Estaing. Les Ambitions déçues*, Paris, Armand Colin, 2014.

BOTHOREL, Jean, *Un si jeune président*, Paris, Grasset, 1995.

CORCELETTE Jean-Pierre & ABADIE, Frédéric, *Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2008.

DUHAMEL, Alain, *La République giscardienne*, Paris, Grasset, 1980.

HARGROVE, Charles, *L'Autre Giscard. Valéry Giscard d'Estaing vu par un Anglais*, Paris, éditions J. A., 1981.

VALANCE, George, *VGE. Une vie*, Paris, Flammarion, 2011.

Jean François-Poncet

DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, « Portrait de Jean François-Poncet », *Histoire@Politique*, n° 1, 2007/1, p. 11-15.

Élisabeth II d'Angleterre

PIMLOTT, Ben, *The Queen. A Biography of Elizabeth II*, London, HarperCollins, 1998.

ROCHE, Marc, *Élisabeth II. Une vie, un règne*, Paris, La Table Ronde, 2012.

James Callaghan

CONROY, Harry, *Callaghan*, London, Haus Publishing, 2006.

MORGAN, O. Kenneth, *Callaghan. A Life*, Oxford, OUP, 1998.

Margaret Thatcher

CAMPBELL, John, *The Iron Lady. Margaret Thatcher from Grocer's Daughter to Prime Minister*, London, Penguin Books, 2011.

SERGEANT, Jean-Claude, *La Grande-Bretagne de Margaret Thatcher (1979-1990)*, Paris, PUF, coll. « Perspectives anglo-saxonnes », 1994.

THIÉRIOT, Jean-Louis, *Margaret Thatcher. De l'épicerie à la Chambre des lords*, Paris, Éditions de Fallois, 2007.

Harold Wilson

PIMLOTT, Ben, *Harold Wilson*, London, HarperCollins, 1993.

ROUTLEDGE, Paul, *Wilson*, London, Haus Publishing, 2007.

ZIEGLER, Philip, *Wilson. The Authorised Life*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1993.

CAMPBELL, John, *Roy Jenkins. A Well-rounded Life*, London, Jonathan Cape, 2014.

LUDLOW, N.Piers, *Roy Jenkins and the European Commission Presidency, 1976-1980, at the heart of Europe*, Palgrave, Macmillan, 2016.

Mémoires et témoignages

BARRE, Raymond, *L'Expérience du pouvoir. Entretiens avec Jean Bothorel*, Paris, Fayard, 2007.

CALLAGHAN, James, *Time and Chance*, London, Politico's, 2006.

COLES, John, *Making Foreign Policy. A Certain Idea of Britain*, London, John Murray, 2000.

FRANCOIS-PONCET, Jean, *37, quai d'Orsay*, Paris, Odile Jacob, 2008.

FROMENT-MEURICE, Henri, *Vu du Quai*, Paris, Fayard, 1998.

340 GISCARD D'ESTAING, Valéry, *Démocratie française*, Paris, Fayard, 1976.

–, *Le Pouvoir et la Vie*, Paris, Le Livre de poche, 2007.

–, Entretiens du 20 septembre 2012 et du 22 novembre 2017 avec Laurence Baratier-Negri.

HARGROVE, Charles, *Un gentleman du Times*, Paris, Tallandier, 2001.

HENDERSON, Nicholas, *The Private Office*, London, Littlehampton Book Services Ltd., 1984.

–, *Channels and Tunnels: Reflections on Britain and Abroad*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1987.

–, « Valedictory dispatch », 31 mars 1979, dans HENDERSON, Nicholas, *Channels and Tunnels. Reflections on Britain and Abroad*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1987, p. 143-158.

–, *Mandarin. The Diaries of an Ambassador*, London, Phoenix Press, 2000.

JENKINS, Roy, *European Diary (1977-1981)*, London, Collins, 1989.

–, *A Life at the Centre. Memoirs of a Radical Reformer*, London, Random House, 1993.

PALLISER, Michael, « L'élargissement de la Communauté vu de Londres », dans BERNARD, Jean-René, CARON, François, VAÏSSE, Maurice & WOIMANT, Michel (dir.), *Georges Pompidou et l'Europe*, Paris, éditions Complexe, 1995.

ROBIN, Gabriel, *Entre empire et nations. Penser la politique étrangère*, Paris, Odile Jacob, 2004.

SCHMIDT, Helmut, *Des Puissances et des hommes*, Paris, Plon, 1989.

–, *L'Europe s'affirme*, Paris, Éditions de Fallois, 2001.

SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé*, Paris, Éditions de Fallois, 2011.

THATCHER, Margaret, *10 Downing Street*, Paris, Albin Michel, 1993.

WILSON, Harold, *The Governance of Britain*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1976.

–, *Final Term: Labour Government (1974-1976)*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1979.

LES SYSTÈMES DE REPRÉSENTATIONS

BITSCH, Marie-Thérèse, LOTH, Wilfried & BARTHEL, Charles (dir.), *Cultures politiques, opinions publiques et intégration européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2007.

COURCEL, Geoffroy de, « France et Grande-Bretagne, une complémentarité difficile », *Politique étrangère*, vol. 46, n° 1, 1981.

CROUZET, François, *De la supériorité de la France sur l'Angleterre. L'économie et l'imaginaire (XVII-XX^e siècle)*, Paris, Perrin, 1985.

–, « Images d'outre-Manche : la France vue par les Britanniques, la Grande-Bretagne vue par les Français (1904-2004) », *Histoire, économie & société*, vol. 25, n° 1, 2006, p. 131-141.

DAUDY, Philippe, *Les Anglais*, Paris, Plon, 1989.

DAVID, François, *Autopsie de la Grande-Bretagne*, Paris, Hachette, 1976.

DAVIS, Richard, « Les relations franco-britanniques vues à travers les dessins de presse de la Troisième à la Cinquième République », *Revue LISA E-journal*, vol. 1, n° 1, 2003, p. 55-74.

–, « Français et Anglais, quels Européens ? », dans GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

FRANK, Robert, « Qu'est-ce qu'un stéréotype ? », dans JEANNENEY, Jean-Noël (dir.), *Une idée fausse est un fait vrai. Les stéréotypes nationaux en Europe*, Paris, Odile Jacob, 2000, p. 17-26.

GENET, Jean-Philippe & RUGGIU, François-Joseph (dir.), *Les idées passent-elles la Manche ? Savoirs, représentations, pratiques (France-Angleterre, X^e-XX^e siècle)*, Paris, PUPS, 2007.

GUIFFAN, Jean, *Histoire de l'anglophobie en France. De Jeanne d'Arc à la vache folle*, Paris, Terre de brume, 2004.

LE BRETON, Jean-Marie (dir.), *La France et la Grande-Bretagne. Mythes et préjugés*, Paris, L'Harmattan, 2007.

SANDERSON, Claire, « British Public Opinion and Europe Since 1973: Ambivalence or Mis-representation? », dans DULPHY Anne & MANIGAND, Christine (dir.), *Public Opinion and Europe: National Identity in a European Perspective*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2004, p. 151-163.

–, « La notion de civilisation dans la politique étrangère britannique de 1945 à nos jours », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 123, n° 2, « La notion de civilisation dans le système international européen (XIX^e-XX^e siècles) », dir. SOUTOU, Georges-Henri, 2009, p. 163-175.

SINCLAIR-STEVENSON, Christopher, *That Sweet Enemy: A Personal View of France and the French*, London, Jonathan Cape, 1987.

TACHIN, Agnès, *Amie et rivale. La Grande-Bretagne dans l'imaginaire français à l'époque gaullienne*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.

–, « Le voyage officiel du général de Gaulle à Londres en avril 1960, regards croisés franco-britanniques », dans GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

TOMBS, Isabelle & TOMBS, Robert, *La France et le Royaume-Uni. Des ennemis intimes*, Paris, Armand Colin, 2012.

342

POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET PROCESSUS DE DÉCISIONS

BARTLETT, Christopher J., *British Foreign Policy in the Twentieth Century*, London, Macmillan, 1989.

BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Institutions et pratiques politiques (1974-1978)*, Paris, Fayard, 2003.

– & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. 1978-1981 : les institutions à l'épreuve ?*, Paris, Armand Colin, 2010.

CHARLOT, Monica, *L'Angleterre (1945-1980). Le temps des incertitudes*, Paris, Imprimerie nationale, 1981.

COHEN Samy, « Prospective et politique étrangère. Le CAP du ministère des Relations extérieures », *Revue française de science politique*, vol. 32, n° 6, 1982, p. 1055-1076.

– et SMOUTS, Marie-Claude, *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

–, *La Monarchie nucléaire. Les coulisses de la politique étrangère sous la V^e République*, Paris, Hachette, 1986.

–, « Décision, pouvoir et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère », dans SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *Les Nouvelles Relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, chap. III, p. 75-91.

DICKIE, John, *Inside the Foreign Office*, London, Chapmans, 1992.

HARRIS, Trevor, *Une certaine idée de l'Angleterre. La Politique étrangère britannique au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2008.

- HENNESSY, Peter, *The Prime Minister: The Office and its Holders Since 1945*, London/New York, St. Martin's Press, 2001.
- KESSLER, Marie-Christine, *La Politique étrangère de la France. Acteurs et processus*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.
- LERUEZ, Jacques, *Le Système politique britannique depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1994.
- LA GORCE, Paul-Marie de, « Bilan d'un septennat, la politique extérieure française », *Politique étrangère*, vol. 46, n° 1, 1981, p. 89-104.
- LA SERRE, Françoise de, LERUEZ, Jacques & WALLACE, Helen, *Les Politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945. L'inévitable ajustement*, Paris/New York, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques/Berg, 1990.
- OTTE, Ythomas G., *The Makers of British Foreign Policy: From Pitt to Thatcher*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2002.
- PARR, Helen, « Un Foreign Office miniature dédié à l'Europe ? », dans BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005, p. 207-237.
- REYNOLDS, David, *Britannia Overruled. British Policy and World Power in the Twentieth Century*, London, Longman, 1993.
- SANDERSON, Claire, « Margaret Thatcher et la politique extérieure du Royaume-Uni : vision, conviction, intransigeance », dans DELAUNAY, Jean-Marc & DENECHÈRE, Yves (dir.), *Femmes et relations internationales au XX^e siècle*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2006, p. 27-37.
- SANDERSON, Claire, *Perfide Albion ? L'affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011.
- & TORRENT, Mélanie (dir.), *La Puissance britannique en question. Diplomatie et politique étrangère au XX^e siècle*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2012.
- TRISTRAM, Frédéric, « Un instrument politique mal assumé ? L'entourage de Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée de 1974 à 1981 », *Histoire@Politique*, n° 8, mai-août 2009.
- VÀISSE, Maurice, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.
- , *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
- WALLACE, William, *Foreign Policy and the Political Process*, London, Macmillan, 1972.
- , *The Foreign Policy process in Britain*, London, Royal Institute of International Affairs, 1975.

WARLOUZET, Laurent, « Le Quai d'Orsay face au traité de Rome, la direction des affaires économiques et financières de 1957 à 1975 », dans BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005, p. 139-169.

LA FRANCE, LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

BADEL, Laurence & BUSSIÈRE, Éric, *François-Xavier Ortoli. L'Europe, quel numéro de téléphone ?*, Paris, Descartes & Cie, 2011.

BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales et la construction européenne. Une approche historique (1919-1975)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005.

344 BERBÉRI, Claude, *Le Parti travailliste et les syndicats face aux questions monétaires européennes*, Paris, L'Harmattan, 2005.

BERSTEIN, Serge & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2006.

BITSCH, Marie-Thérèse, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles, éditions Complexe, 2003.

BOSSUAT, Gérard, *Faire l'Europe sans défaire la France. Soixante ans de politique d'unité européenne des gouvernements et des présidents de la République française (1943-2003)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2005.

BRIVATI, Brian & JONES, Harriet, *From Reconstruction to Integration: Britain and Europe since 1945*, Leicester, Leicester UP, 1993.

BUSSIÈRE, Éric & WILLAERT, Émilie, *Un projet pour l'Europe. Georges Pompidou et la construction européenne*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2010.

–, DUJARDIN, Vincent, DUMOULIN, Michel, LUDLOW, Piers, BOROUWER, Jon Willem & TILLY, Pierre (dir.), *Histoire et mémoires d'une institution. La Commission européenne (1973-1986)*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 2014.

DELOGE, Pascal : « La coopération aéronautique européenne : à quel prix ? Le dilemme belge », *Histoire, économie & société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010.

– & BURIGANA, David, « Les coopérations aéronautiques en Europe dans les années 1950-1980 : une opportunité pour relire l'histoire de la construction européenne ? », *Histoire, économie & société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010, introduction.

DROIT, Yohan, « L'European Fighter Aircraft : le rendez-vous manqué de la coopération aéronautique européenne, 1978-1985 », *Histoire, économie &*

- société*, vol. 29, n° 4, « L'Europe des coopérations aéronautiques », 2010, p. 103-116.
- , *L'Avion de combat Rafale. De la matrice européenne à l'avion mondial ? Histoire d'un programme d'armement majeur des années 1970 à nos jours*, thèse de doctorat sous la dir. d'Éric Bussière, université Paris-Sorbonne, 2014.
- DULPHY, Anne & MANIGAND, Christine, *La France au risque de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2006.
- DU RÉAU, Élisabeth, *L'Europe en construction*, Paris, Hachette, 2001.
- FRANK, Robert et DU RÉAU, Élisabeth (dir.), *Dynamiques européennes. Nouvel espace, nouveaux acteurs (1969-1981)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.
- , *Les Identités européennes au XX^e siècle. Diversités, convergences et solidarités*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004.
- GĂINAR, Maria, *Aux origines de la diplomatie européenne. Les Neuf et la coopération politique européenne de 1973 à 1980*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2012.
- GEORGE, Stephen, *An Awkward Partner: Britain in the European Community*, Oxford, OUP, 1998.
- GERBET, Pierre, *La Construction de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2007.
- GILMOUR, Ian, « L'Europe politique », *Politique étrangère*, vol. 45, n° 2, 1980, p. 487-498.
- GRYGOWSKI, Dimitri, *Les États-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.
- LA SERRE, Françoise de, « Quelle Europe pour quelle Grande-Bretagne ? », *Politique étrangère*, vol. 45, n° 3, 1980.
- , *La Grande-Bretagne et la Communauté européenne*, Paris, PUF, 1987.
- LUDLOW, Peter, *Making of the European Monetary System*, London, Elsevier Science & Technology Books, 1982.
- MAY, Alex (dir.), *Britain, the Commonwealth and Europe: The Commonwealth and Britain's Applications to Join the European Communities*, London, Palgrave Macmillan, 2001.
- MÖCKLI, Daniel, *European Foreign Policy During the Cold War: Heath, Brandt, Pompidou and the Dream of Political Unity*, London/New York, Tauris, 2008.
- MOURLON-DRUOL, Emmanuel, « Economist or Monetarist? The Difficult Creation of an Internal French Consensus about European Monetary Integration (1974-1976) », dans AFFINITO, Michele, MIGANI, Guia & WENCKEL, Christian (dir.), *Les Deux Europes*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2009, p. 213-225.
- , « Filling the EEC Leadership Vacuum? The Creation of the European Council in 1974 », *Cold War History*, vol. 10, n° 3, 2010, p. 315-339.

- , *A Europe Made of Money. The Emergence of the European Monetary System*, Ithaca, Cornell UP, 2012.
- PARR, Helen, « Anglo-French Nuclear Collaboration and Britain's Policy Towards Europe », dans VAN DER HARST, Jan (dir.), *Beyond the Customs Union: the European Community's Quest for Completion, Deepening and Enlargement (1969-1975)*, Bruxelles, Bruylant, 2007, p. 35-61.
- , « “The Nuclear Myth”: Edward Heath, Europe, and the International Politics of Anglo-French Nuclear Cooperation 1970-3 », *International History Review*, vol. 35, n° 3, 2013, p. 534-555.
- RÜCKER, Katrin, « Le plan Werner, le système monétaire européen et l'europanisation dans les années 1970 », *L'Europe en formation*, n° 353-354, 2009.
- , « Diplomatie européenne et relations internationales : la dimension internationale du premier élargissement de l'Union européenne », *Relations internationales*, n° 146, 2011/2, p. 109-124.
- SAINT PÉRIER, Amaury de, *Valéry Giscard d'Estaing, la France et l'Europe monétaire. La persévérance récompensée*, thèse de doctorat sous la dir. d'Éric Bussière, université Paris-Sorbonne, 2008, 315 p.
- , *La France, l'Allemagne et l'Europe monétaire de 1974 à 1981. La persévérance récompensée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.
- SANDERSON, Claire, *L'Impossible Alliance ? France, Grande-Bretagne et défense de l'Europe (1945-1958)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.
- , « France/Grande-Bretagne, regards croisés sur la défense européenne », *Relations Internationales*, n° 117, printemps 2004, p. 87-100.
- , « Coopération franco-britannique et défense européenne : une perspective historique », *Les Champs de Mars*, n° 15, « Cent ans d'Entente cordiale : la défense au Royaume-Uni », dir. CHARILLON, Frédéric, 2004, p. 15-36.
- , « La Grande-Bretagne et l'Europe de l'après-guerre à Maastricht : le règne de l'ambivalence », dans BEAUPRÉ, Nicolas & MOINE, Caroline (dir.), *L'Europe de Versailles à Maastricht. Visions, moments et acteurs des projets européens*, Paris, Seli Arslan, 2007, p. 217-224.
- SCHNAPPER, Pauline, *La Grande-Bretagne et l'Europe. Le grand malentendu*, Paris, Presses de Science Po, 2000.
- TREVOR, Harris, *La Grande-Bretagne et l'Europe depuis 1945*, Paris, Ellipses, 1999.
- VÀISSE, Maurice, « Valéry Giscard d'Estaing et la défense européenne », dans BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2006.

VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011.

WALLACE, William, *Britain in Europe*, London, Heinemann, 1980.

LA FRANCE ET LE ROYAUME-UNI FACE À LA CRISE DES ANNÉES 1970, ENTRE SOLUTIONS NATIONALES ET TRANSNATIONALES

BADEL, Laurence, JEANNESSON, Stanislas & LUDLOW, Piers (dir.), *Les Administrations nationales face aux défis européens du XX^e siècle*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2005.

BERSTEIN, Serge, RÉMOND, René, & SIRINELLI, Jean-François (dir.), *Les Années Giscard. Les réformes de société (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2007.

–, CASANOVA, Jean-Claude & SIRINELLI, Jean-François, *Les Années Giscard. La politique économique (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2009.

BLOCH-LAINÉ, François (dir.), *La France en mai 1981. Forces et faiblesses*, Paris, La Documentation française, 1982.

BONHOMME, Noël, « Les Européens au G7 : entre intérêts communautaires et gouvernance mondiale, 1975-1985 », *Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle », 2012/1, p. 73-89.

–, « Sommets du G7 et régulation économique internationale dans les années 1970 », *Relations internationales*, Paris, n° 157, 2014/1, p. 111-130.

BUSSIÈRE, Éric, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La crise des années 1970. De la conférence de La Haye à la veille de la relance des années 1980*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2006.

–, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, Paris, CHEFF, 2007.

ELLI, Mauro, « The UK Role in the European Community. EEC Energy Policy at the Eve of the Oil Crisis », dans AFFINITO, Michele, MIGANI, Guia & WENCKEL, Christian (dir.), *Les Deux Europes*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Euroclio », 2009, p. 295-311.

GARAVINI, Giuliano & PETRINI, Francesco, « Continuity or Change? The 1973 Oil Crisis Reconsidered », dans VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011, p. 211-231.

LAVERDINES, Georges, « Le libéralisme organisé ou le combat de Jacob », *Pouvoirs*, n° 9, « Le giscardisme », 1979, p. 17-26.

- Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle [actes de la table ronde des 15 et 16 décembre 2011] », 2012/1.
- LE BRETON, Jean-Marie (dir.), *La France et le Royaume-Uni dans un monde en mutation*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- , *France-Grande-Bretagne. Réussites et défis*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- MÉNIL, Georges de, « De Rambouillet à Versailles : un bilan des sommets économiques », *Politique étrangère*, vol. 47, n° 2, 1982, p. 403-417.
- MOURLON-DRUOL, Emmanuel, « Integrating an International Political Economy Dimension into European Integration History: The Challenges of the 1970s », *Journal of European Integration History*, vol. 17, n° 2, 2011, p. 335-341.
- , « Regional Integration and Global Governance: The Example of the European Council (1974-1986) », *Les Cahiers Irice*, n° 9, « Régionalisme européen et gouvernance mondiale au XX^e siècle », 2012/1, p. 91-104.
- , « Managing from the Top: Globalisation and the Rise Of Regular Summitry, mid 1970's-early 1980's », *Diplomcy and Statecraft*, vol. 23, n° 4, 2012, p. 679-703.
- & ROMERO, Federico (dir.), *International Summitry and Global Governance: The Rise of the G7 and the European Council (1974-1991)*, London/New York, Routledge, 2014.
- POPE, Rex, *The British Economy since 1945: A Study in Decline?*, London, Routledge, 2013.
- POTTIER, Frédéric, « La rencontre de Rambouillet », *Politique étrangère*, vol. 41, n° 1, 1976, p. 13-25.
- VAN LAER, Arthe, « Quelle politique industrielle pour l'Europe ? Les projets des Commissions Jenkins et Thorn (1977-1984) », dans BUSSIÈRE, Éric, DUMOULIN, Michel & SCHIRMANN, Sylvain (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, CHEFF, Paris, 2007, p. 7-53.

FRANCE ET ROYAUME-UNI : DÉTENTE ET DÉFENSE NATIONALE

- BAULON, Jean-Philippe, « Au risque de l'isolement ou de l'alignement : la politique de la France dans la crise des euromissiles (1977-1987) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 124, n° 2, 2010, p. 163-187.
- , « Un tournant dans la politique française de non-prolifération : la présidence Giscard », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 126, n° 2, 2012.
- BILANDŽIC, Vladimir, DAHLMANN, Dittmar & KOSANOVIĆ, Milan (dir.), *From Helsinki to Belgrade: The First CSCE Follow-up Meeting and the Crisis*, Bonn, Bonn UP, 2012.

- BOZO, Frédéric, *La France et l'OTAN. De la guerre froide au nouvel ordre européen*, Paris, Masson, 1991.
- BROWN, Martin D., « A Very British Vision of Détente, The United Kingdom's Foreign Policy During the Helsinki Process (1969-1975) », dans BOZO, Frédéric, REY, Marie-Pierre, LUDLOW, Piers & ROTHER, Bernd, *Visions of the End of the Cold War in Europe (1945-1990)*, New York, Berghahn Books, 2012, p. 121-134.
- DUMOULIN, André, *Histoire de la dissuasion nucléaire*, Paris, Argos, 2012.
- DUVAL, Marcel et LE BAUT, Yves, *L'Arme nucléaire française. Pourquoi et comment ?*, Paris, SPM, 1992.
- KLEIN, Jean, « La France, l'arme nucléaire et la défense de l'Europe », *Politique étrangère*, vol. 44, n° 3, 1979, p. 461-479.
- LOTH, Wilfried & SOUTOU, Georges-Henri (dir.), *The Making of Détente: Eastern and Western Europe in the Cold War (1965-1975)*, London, Routledge, 2008.
- MARESCA, John, *To Helsinki: The Conference on Security and Cooperation in Europe, 1973-1975*, London, Duke UP, 1985.
- PISAR, Samuel, *Transactions entre l'Est et l'Ouest*, préface de Valéry Giscard d'Estaing, Paris, Dunod, 1972.
- PONS, Silvio & ROMERO, Federico, « Europe Between the Superpowers, 1968-1981 », dans VARSORI, Antonio & MIGANI, Guia (dir.), *L'Europe sur la scène internationale dans les années 1970. À la découverte d'un nouveau monde*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2011, p. 85-99.
- SCHÜTZE, Walter, « Les options », *Politique étrangère*, vol. 43, n° 6, 1978, p. 693-732.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990)*, Paris, Fayard, 2001.
- , « Valéry Giscard d'Estaing and his Vision of the End of the Cold War », dans BOZO, Frédéric, REY, Marie-Pierre, LUDLOW, Piers & ROTHER, Bernd (dir.), *Visions of the End of the Cold War in Europe (1945-1990)*, New York, Berghahn Books, 2012, p. 208-225.
- TATU, Michel, « Valéry Giscard d'Estaing et la détente », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude, *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.
- VÄISSE, Maurice, « Le chemin de Varsovie. La France face à l'intervention soviétique en Afghanistan (décembre 1979-juin 1980) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- , « L'historiographie française relative au nucléaire », *Revue historique des armées*, n° 262, 2011, p. 3-8.

WALLACE, William, « What Price Independence? Sovereignty and Interdependence in British Politics », *International Affairs*, vol. 62, n° 3, 1986, p. 367-389.

LES RELATIONS FRANCO-BRITANNIQUES AU FIL DU TEMPS

BELL, Philip M. H., *France and Britain (1900-1940). Entente and Estrangement*, London, Longman, 1996.

—, *France and Britain (1940-1994). The Long Separation*, London, Longman, 1997.

BONNAUD, Laurent, *France-Angleterre. Un siècle d'entente cordiale (1904-2004)*, Paris, L'Harmattan, 2004.

CHASSAIGNE, Philippe & DOCKRILL, Michael (dir.), *Anglo-French Relations, 1898-1990: From Fashoda to Jospin*, London, Palgrave Macmillan, 2002.

350 —, « L'Angleterre, ennemie héréditaire ? », *Revue historique des armées*, n° 264, 2011, p. 3-10.

COOPER-RICHET, Diana & RAPOPORT, Michel (dir.), *L'Entente cordiale. Cent ans de relations culturelles franco-britanniques (1904-2004)*, Grâne, Créaphis, 2006.

CROUZET, François, BÉDARIDA, François & JOHNSON, Douglas, *De Guillaume le Conquérant au Marché commun. Dix siècles d'histoire franco-britannique*, Paris, Albin Michel, 1979.

GAZEAU, Véronique & GENET, Jean-Philippe (dir.), *La France et les îles Britanniques : un couple impossible ?*, actes du colloque du GDR 2136, CNRS-Paris I, Caen, 20 septembre 2007, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

GIBSON, Robert, *Best of Enemies. Anglo-French Relations since the Norman Conquest*, London, Sinclair-Stevenson, 1995.

LUDLOW, Piers, « Problematic partners: de Gaulle, Thatcher, and their Impact », dans JONES, Erik, MENON, Anand & WEATHERILL, Stephen (dir.), *The Oxford Handbook of the European Union*, Oxford, OUP, 2012, p. 206-218.

MAYNE, Richard, JOHNSON, Douglas & TOMBS, Robert (dir.), *Cross Channel Currents: 100 Years of the Entente Cordiale*, London, Routledge, 2004.

PASTOR-CASTRO, Rogelina & YOUNG, J. W. (dir.), *The Paris Embassy: British Ambassadors and Anglo-French Relations (1944-1979)*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013.

VIOT, Jacques & RADICE, Giles (dir.), *L'Entente cordiale dans le siècle*, Paris, Odile Jacob, 2004.

- BUFFET, Cyril, « Une étrange histoire d'amour. Le facteur britannique dans les relations franco-allemandes, 1945-1963 », dans BAECHLER, Christian & MÜLLER, Klaus-Jurgen (dir.), *Les Tiers dans les relations franco-allemandes*, München, Oldenburg Verlag, 1996.
- CHASSAIGNE, Philippe, *Royaume-Uni/États-Unis (1945-1990). La « relation spéciale »*, Paris, Atlande, 2003.
- COGAN, Charles, *Alliés éternels, amis ombrageux. La France et les États-Unis depuis 1940*, Bruxelles, Bruylant, 1999.
- DOBSON, Alan, *Anglo-American Relations in the Twentieth Century. Of Friendship, Conflict, and the Rise and Decline of Superpowers*, London, Routledge, 1995.
- DURAND, Pierre-Michel, « Les relations Paris-Moscou et la guerre froide africaine des années 1970 », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- HEUSER, Béatrice, *NATO, Britain, France, and the FRG: Nuclear Strategies and Forces for Europe (1949-2000)*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007.
- FRANK, Robert, « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 : problématiques et méthodes », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 28, « Images et imaginaire dans les relations internationales depuis 1938 », dir. FRANK, Robert & LE PULCH, Maryvonne, 1994.
- , « Français et Allemands face aux enjeux institutionnels de l'union monétaire : du plan Werner à l'euro (1970-2000) », dans BITSCH, Marie-Thérèse, *Le Couple France-Allemagne et les institutions européennes. Une postérité pour le plan Schuman*, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 537-558.
- , « Hans Tietmeyer et le plan Werner : le débat politique franco-allemand », dans *Le Rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne (1957-1978). Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27 et 28 mai 1999*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002, t. I, p. 308-314
- LARRES, Klaus & MEEHAN, Elizabeth (dir.), *Uneasy Allies: British-German Relations and European Integration since 1945*, Oxford, OUP, 2000.
- Les Cahiers Charles V*, n° 35, « Le Royaume-Uni et les États-Unis depuis 1945. Une "relation spéciale" », dir. SANDERSON, Claire, 2003.
- LUDLOW, Piers, « The End of Symbiosis: the Nixon Era and the End of Comfortable Coexistence Between European and Atlantic Integration », dans SCOTT-SMITH, Gils, AUBOURG, Valerie & BOSSUAT, Gérard (dir.), *Atlantic, Euratlantic, or Europe-America? The Atlantic Community and the European Idea From Kennedy to Nixon*, Paris, Soleb, 2011, p. 38-60.
- , « The Real Years of Europe? U.S.-West European Relations During the Ford Administration », *Journal of Cold War Studies*, vol. 15, n° 3, 2013, p. 136-161.

- Les Cahiers Charles V*, n° 35, « Le Royaume-Uni et les États-Unis depuis 1945. Une “relation spéciale” », dir. SANDERSON, Claire, 2003.
- MÉLANDRI, Pierre, *Une incertaine alliance. Les États-Unis et l'Europe (1973-1983)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995.
- , « Une relation très spéciale : la France, les États-Unis et l'année de l'Europe, 1973-1974 », dans BERNARD, Jean-René, CARON, François, VAÏSSE, Maurice & WOIMANT, Michel (dir.), *Georges Pompidou et l'Europe*, Paris, éditions Complexe, 1995.
- et RICARD, Serge (dir.), *Les Relations franco-américaines au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- MIARD-DELACROIX, Hélène, *Partenaires de choix ? Le chancelier Helmut Schmidt et la France (1974-1982)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 1993.
- MORGAN, Roger & BRAY, Caroline, *Partners and Rivals in Western Europe: Britain, France and Germany*, Aldershot, Gower Publishing Company, 1986.
- NARINSKII, Mikhaïl & VAÏSSE, Maurice, *Les Crises dans les relations franco-soviétiques (1954-1991)*, Paris, Pedone, 2009.
- NOAKES, Jeremy, WENDE, Peter & WRIGHT, Jonathan (dir.), *Britain and Germany in Europe (1949-1990)*, London, German Historical Institute London/OUP, 2002.
- PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
- REY, Marie-Pierre, *La Tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991.
- ROBB, Thomas, « The “Limit of What is Tolerable”: British Defence Cuts and the “Special Relationship” (1974-1976) », *Diplomacy and Statecraft*, vol. 22, n° 2, 2011, p. 321-337.
- ROMANO, Angela, *From Détente in Europe to European Détente: How the West Shaped the Helsinki CSCE*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2009.
- RÜCKER-GUITELMACHER, Katrin, *Le Triangle Paris-Bonn-Londres et le processus d'adhésion britannique au Marché commun (1969-1973). Quel rôle pour le trilatéral au sein du multilatéral ?*, thèse sous la dir. de Maurice Vaïsse et Wolfgang Krieger, IEP de Paris/ université de Marbourg, 2009.
- SCHNAPPER, Pauline, « Mythes et réalité de la relation spéciale », dans ALEXANDRE-COLLIER, Agnès (dir.), *La « Relation spéciale » Royaume-Uni/ États-Unis (1945-1990)*, Paris, Éditions du Temps, 2002, p. 37-46.
- SOKOLOFF, Georges et WILD, Gérard, « Les relations économiques de la France avec l'Est », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de Sciences politiques, 1985.
- SOUTOU, Georges-Henri, *L'Alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands*, Paris, Fayard, 1996.

- , SZABO, Stephen & WELLS, Samuel (dir.), *The Strategic Triangle*, Baltimore, Johns Hopkins UP, 2007.
- TOINET, Marie-France, « Valéry Giscard d'Estaing et les États-Unis », dans COHEN, Samy & SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1985.
- VÄISSE, Maurice, « Le chemin de Varsovie. La France face à l'intervention soviétique en Afghanistan (décembre 1979-juin 1980) », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 120, n° 2, 2006.
- WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand. Quarante ans de politique africaine*, Paris, Les éditions du Seuil, 1998.
- WEINACHTER, Michèle, *Valéry Giscard d'Estaing et l'Allemagne. Le double rêve inachevé*, Paris, L'Harmattan, 2004.

SOURCES

ARCHIVES FRANÇAISES

QUAI D'ORSAY

Série Europe, sous-série Grande-Bretagne (1971-juin 1981)

Carton 321 : défense nationale, contacts militaires de la France avec la Grande-Bretagne.

Carton 333 : relations économiques franco-britanniques.

Carton 362 : Europe-Grande-Bretagne : Bertrand Lacampagne, *Le Parti travailliste et le référendum sur l'Europe*, mémoire de DESS en sciences politiques, université de Paris I par, décembre 1975.

Carton 383 : rencontre entre Valéry Giscard d'Estaing et Harold Wilson, 18-19 juillet 1974.

Carton 384 : relations politiques France-Grande-Bretagne.

Carton 3889 : désarmement ; nouvelle approche française du désarmement ; organisations et questions internationales.

Carton 4084 : communautés européennes ; affaire Tindemans.

Cartons 4117, 4118 : presse et information en Grande-Bretagne.

Carton 4147 : organisation de la coopération politique européenne : enquête sur l'avenir de la construction européenne.

Carton 4157 : politique extérieure des Communautés européennes : organisation de la coopération politique européenne.

Cartons 4159, 4160 : présidence française des Communautés européennes (premier semestre 1979).

Carton 4210 : CSCE (1977-1979).

Carton 4417 : Grande-Bretagne : État et politique intérieure.

Carton 4419 : Grande-Bretagne : affaires militaires, relations avec la France.

Carton 4420 : Grande-Bretagne : affaires militaires, relations extérieures, OTAN, services de renseignements français et étrangers.

Cartons 4431, 4432 : Grande-Bretagne, affaires économiques, situation économique.

Carton 4433 : affaires économiques, coopération industrielle et énergétique.

Cartons 4435, 4436 : affaires économiques, relations avec la CEE.

Carton 4439 : politique étrangère.

Cartons 4447-4449 : relations politiques France-Grande-Bretagne.

Carton 4450 : relations politiques France-Grande-Bretagne, colloque de Bordeaux.

Série Europe, sous-série RFA

Carton 2988 : relations RFA – Grande-Bretagne (1976-1980).

PRÉSIDENTENCE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les fonds d'archives de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing sont conservés au CARAN sous la cote 5 AG 3.

Dossiers des conseillers diplomatiques

Carton 923 : Union européenne (1974-1979).

Carton 995 : Grande-Bretagne (1974-1976).

Carton 996 : entretiens franco-britanniques (1977-1980).

Carton 997 : relations franco-britanniques (1974-1981).

356

Carton 1894 : François Polge de Combret : matières premières et relations internationales (1973-1976).

Cartons 1941-1946 : François Polge de Combret : énergie et relations internationales.

Carton 2565 : Emmanuel Rodocanachi : CEE (1978-1981).

Carton 2566 : élargissement de la CEE.

Cartons 2567-2569 : Emmanuel Rodocanachi : politique agricole commune (1978-1981).

Carton 2570 : CEE, montants compensatoires monétaires (1978-1981).

Dossiers de Jacques Wahl

Carton 815 : correspondance de l'ambassadeur Geoffroy de Courcel (1979).

Dossiers des conseillers presse et communication

Carton 3127

ARCHIVES BRITANNIQUES

THE NATIONAL ARCHIVES, KEW, LONDRES

FCO : Foreign and Commonwealth Office.

CAB : Cabinet.

PREM : *Prime Minister's Papers*.

FCO, Western European Department (WED)

FCO 05

Carton 201 : conversations franco-britanniques sur l'Afrique du Sud (1979).

FCO 28

Carton 4018 : conversations franco-britanniques sur l'URSS et l'Europe de l'Est (1980).

Carton 4058 : visite de Valéry Giscard d'Estaing à Varsovie (mai 1980).

FCO 30

Carton 2087 : relations franco-britanniques (1974).

Cartons 3482, 3841, 3842 : relations franco-britanniques, aspects communautaires (1976-1977-1978).

Cartons 4117, 4118, 4320 : relations franco-britanniques, aspects communautaires (1978-1979-1981).

Carton 4151 : visite de Valéry Giscard d'Estaing en Grande-Bretagne (19-20 novembre 1979).

Carton 3510 : visites ministérielles françaises en Grande-Bretagne (1977).

FCO 33

Cartons 2410, 2411 : relations politiques franco-britanniques (1974).

Cartons 2662-2666 : relations politiques franco-britanniques (1975).

Cartons 2872-2877 : relations politiques franco-britanniques (1976).

Cartons 2879-2887 : visite d'État de Valéry Giscard d'Estaing à Londres (1976).

Cartons 2893-2896 : visite du Premier ministre britannique en France (11-12 novembre 1976).

Cartons 3141, 3142 : Relations politiques franco-britanniques (1977).

Carton 3159 : France-Grande-Bretagne, coopération défense (1977).

Carton 3162 : collaboration nucléaire (1977).

Cartons 3453-3455 : relations politiques franco-britanniques (1978).

Carton 3465 : conversations ministérielles et sommets (1978).

Carton 3468 : coopération industrielle (1978).

Carton 3940 : visite du Premier ministre Harold Wilson en France, aspects financiers (1974).

Cartons 3938, 3939, 3957, 3958 : relations politiques franco-britanniques (1979).

Carton 3957 : visite du Premier ministre Margaret Thatcher à Paris, 5 juin 1979.

Carton 3959 : visite du ministre français des Affaires étrangères (1979).

Cartons 3963, 3964 : conversations bilatérales sur le nucléaire (1979).

Carton 5229 : réunions tripartites France – RFA – Grande-Bretagne (1981).

FCO 41

Carton 1406 : conversations politico-militaires (1974).

FCO 46

Carton 2118 : coopération sur le nucléaire (1979).

Cartons 2187, 2608 : OTAN – France – Grande-Bretagne : coopération politico-militaire (1980-1981).

Carton 2397 : réunions quadripartites (1980).

FCO 49

Cartons 627, 833, 875 : Conversations entre les Planning Staff (1976-1979).

FCO 59

Carton 1183 : visite du Premier ministre Harold Wilson en France (1974).

FCO 96

Carton 964 : Coopération nucléaire franco-britannique (1979).

358

FCO 98

Cartons 620-622 : attitude de la France envers la coopération politique et conversations avec les directeurs politiques français (1978-1979).

Cartons 337, 338 : France – Grande-Bretagne – CEE (1978).

FCO 105

Carton 463 : Afrique du Sud (1980).

Carton 507 : conversations tripartites France – Grande-Bretagne – RFA sur l'Afrique du Sud (1980).

CAB

CAB 164 / 1599 : tunnel sous la Manche.

DEFE 72 / 152 : coopération militaire : avion tactique de combat.

PREM 16

Carton 883 : préparation de la Visite d'État (janvier 1975-juin 1976).

Carton 1271 : visite d'État de Valéry Giscard d'Estaing à Londres (juin 1976).

Carton 1272 : commerce mondial (1977).

Carton 1274 : relations avec le Parti socialiste français ; entretien Callaghan-Mitterrand (1977).

Carton 1275 : visite de Raymond Barre (1977).

Carton 1650 : sommet franco-britannique de Chequers (12-13 décembre 1977).

INDEX DES NOMS

A

ATTALI, Jacques 154, 155.

B

BARRE, Raymond 23, 160.

BEAUMARCHAIS, Jacques de *voir* DELARÛE-CARON DE BEAUMARCHAIS, Jacques.

BENN, Anthony Neil Wedgwood, *dit* Tony 86, 87, 99, 214.

BILLECOCQ, Pierre 119.

BOURGES, Yvon 229.

BRAITHWAITE, Rodric Quentin 36, 73.

BRANDT, Karl Herbert Frahm, *dit* Willy 161, 228.

BRJNEV, Leonid Ilitch 279, 280, 282, 291.

BRZEZINSKI, Zbigniew Kazimierz, *dit* Zbig 35, 131.

C

CALLAGHAN, Leonard James 56, 83, 123, 228, 237, 293 ;

– secrétaire d'État 40, 56, 84, 86, 104, 122, 238, 239, 242, 280, 281, 294 ;

– Premier ministre 32, 37, 41, 42, 47, 56, 58, 61, 64, 65, 87-91, 103, 107, 110-112, 114, 116, 121, 126, 132, 133, 136, 140-143, 145, 147, 154, 155, 157-160, 162, 163, 171, 173, 174, 184, 185, 201, 209, 238, 241, 244, 258, 259, 297, 300, 309.

CARRINGTON, Peter Alexander Rupert, baron 110, 127, 128, 215, 250, 271, 282, 301.

CARTER, James Earl, *dit* Jimmy 35, 133, 135, 141, 143, 145, 147, 171, 174, 185, 222, 223, 227, 229, 230, 268, 276, 284, 285, 289, 290.

CHEYSSON, Claude 295, 296.

CHIRAC, Jacques 22, 92, 95-98, 107, 116, 146, 224.

CHURCHILL, Winston Leonard Spencer 12, 38, 108, 313.

CLAPPIER, Bernard 160.

COLES, John 27.

COT, Jean-Pierre 154.

COURCEL, Geoffrey Chodron, de 114, 115, 120.

COUVE DE MURVILLE, Maurice 25, 52.

COUZENS, Kenneth, *dit* Ken 160.

CROSLAND, Anthony 41, 51, 79, 88, 89, 94, 95, 106, 110, 112, 113, 120, 163, 193, 257.

D

DAVIGNON, Étienne 205, 207.

DEBRE, Michel 52, 95-97.

DELARÛE-CARON DE BEAUMARCHAIS, Jacques 37, 45, 46, 88, 115, 238, 273.

DELL, Edmund Emanuel 89, 206.

DENIAU, Jean-François 229.

E

EDELMAN, Maurice 118, 119.

ELISABETH II, reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande, cheffe du Commonwealth 65-68, 108, 109, 118, 119, 124, 192, 310, 311.

F

FONTAINE, André 53, 56, 64.

FORD, Leslie Lynch King Jr, *dit* Gerald Rudolph 132, 169, 170, 176, 178, 222.

FRANÇOIS-PONCET, Jean 20, 21, 25, 34, 41, 42, 44, 79, 94, 97, 98, 110, 143, 257, 311.

FROMENT-MEURICE, Henri 25, 33, 160, 168, 177, 254, 278, 290, 292, 299, 300.

G

GAULLE, Charles de 51, 52, 65, 74, 77, 97, 98, 105, 108, 115, 142, 149, 153, 167, 178, 180, 192, 228, 278, 279.

GENSCHER, Hans Dietrich 152, 154.

GERGORIN, Jean-Louis 34-36.

GIRAUD, André 206, 208, 217, 218, 224, 227.

GROMYKO, Andreï Andreïevitch 279, 281, 282, 292.

GUIRINGAUD, Louis de 25, 110, 136, 288, 294, 297, 312.

H

HABERER, Jean-Yves 160.

HARGROVE, Charles 20, 22, 37, 39, 50, 61, 154.

HEATH, Edward 26, 37, 50, 81, 116, 157, 176, 224, 232, 299.

HENDERSON, Nicholas 26, 29, 37, 39, 40-45, 47, 51, 56, 58, 64-67, 73, 77-79, 88, 94, 99, 112, 113, 115, 150, 152-154, 158, 161, 164, 166, 169, 172, 177, 180, 181, 184, 193, 194, 206, 208, 209, 238, 239, 249, 254, 255, 297, 305, 311, 335.

HIBBERT, Reginald 37, 39, 45, 47, 48.

HOWELL, David Arthur Russell, baron Howell of Guildford, *dit* 215, 217, 218, 219, 221, 227.

J

JAY, Peter 172, 184.

JENKINS, Roy Harris, baron Jenkins of Hillhead, *dit* 46, 50, 64, 68, 86, 88, 89, 139-141, 147, 156, 157, 203, 205, 239, 241-245, 252, 257, 304, 305, 310, 312, 335.

JOBERT, Michel 25, 34, 170, 175, 176.

JOSEPH, Sinjohn Keith, baron 208.

K

KENNEDY, John Fitzgerald 168, 169, 177.

KISSINGER, Henry Alfred 35, 167, 170, 176, 178, 300.

KOSSYGUINE, Alekseï Nikolaïevitch 280, 282.

L

LABOULAYE, Lefebvre de Laboulaye, François, *dit* 112, 172.

LEUSSE, Bruno, baron Bruno de Leusse de Syon, *dit* de 25, 47, 286.

LEVITTE, Jean-David 23.

LIKI, Takeo 132.

M

MACMILLAN, Harold, comte de Stockton 30, 177, 192.

MCNALLY, Tom, baron 32.

MAUROY, Pierre 152-154.

MÉRY, Guy (général) 233.

PALLISER, Arthur Michael 33, 45, 107, 113, 115, 126, 163, 165, 249, 259, 273.

MITTERRAND, François 99, 153-155, 196.

MONNET, Jean 97, 236, 242.

MONORY, René 202.

MONTBRIAL, Thierry de 34, 35, 232, 233.

MORO, Aldo 132, 133.

MULLEY, Frederik William, baron, *dit* Fred 229.

N

NAZELLE, Xavier de 229.

NIXON, Richard Milhous 169, 178.

O

ORTOLI, François-Xavier 92, 139, 140, 204, 205, 253.

OWEN, David Anthony Llewellyn, baron 47, 58, 76, 77, 90, 110, 136, 154, 164, 171, 206, 229, 230, 259, 281, 297.

P

PIERRE-BROSSOLETTE, Claude 20, 21, 42, 44, 45, 52, 67, 111, 113-115, 151, 313.

POMPIDOU, Georges 22, 52, 92, 98, 118,
161, 167, 170, 178, 180, 228, 236, 253,
278, 280, 310, 311.

PONTILLON, Robert 154.

PRENTICE, Reginald Ernest Prentice,
baron, *dit* Reg 87.

PYM, Francis Leslie, Baron 250.

R

REAGAN, Ronald 185.

ROBIN, Gabriel 42, 85, 97, 98, 124, 151,
184, 268, 283, 290, 313.

ROCARD, Michel 154.

S

SAUVAGNARGUES, Jean 34, 35, 37, 46, 47,
76, 79, 90, 98, 104, 114, 120, 166, 170,
176, 177, 184, 185.

SCHMIDT, Helmut (Chancelier) 13, 50,
60-65, 68, 104, 109, 123, 128, 131,
132, 134, 135, 138, 139, 141, 143, 145,
147, 152, 153, 156, 157, 160-165, 170,
174, 239, 246, 258, 271, 294, 311, 332.

SERISE, Jean 21, 93.

SHORE, Peter David, baron Shore of
Stepney, *dit* 89.

SOAMES, Arthur Christopher John, baron
28, 38, 39, 51, 174, 229, 249.

SOUTOU, Jean-Marie 24, 25, 30, 48, 150,
165, 172, 235, 267, 332.

T

THATCHER, Margaret 31-33, 39, 50,
58-61, 65, 91, 103, 110, 135, 137, 165,
166, 182, 184, 185, 191, 196, 203, 214,
216, 219, 221, 227, 231, 247, 248,
250-252, 260, 282, 291-293, 301, 309,
310, 323, 326.

TINDEMANS, Leonard Clemence, *dit* Leo
94, 158, 246, 266.

TOMKINS, Edward Emile 37-40, 45, 53,
69, 105, 111, 161.

V

VANCE, Cyrus Roberts 172.

VARLEY, Eric Graham, baron 87, 152,
202, 206, 208.

VEDRINE, Hubert 25.

VEIL, Simone 97, 256.

W

WAHL, Jacques 47.

WALLACE, Helen Sarah, Lady Wallace of
Saltaire, *dit* 37.

WILLIAMS, Shirley Vivian Teresa Brittain,
baroness Williams of Crosby, *dit* 86.

WILSON, Harold 28, 40, 52, 53, 55, 56,
65, 84-87, 104, 111, 114, 118, 122,
132, 138, 141, 151, 162, 176, 181, 237,
239, 242, 254, 280, 294, 309.

WRIGHT, Patrick Richard Henry, baron
Wright of Richmond, *dit* 41, 164.

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Image en introduction (p. 10). © Jacob Sutton/Gamma- Rapho/Getty Images

Fig. 1. © PA Archive/PA Images

Fig. 2. © Keystone/Getty Images

Fig. 3. © Rolls Press/Popperfoto / Getty Images

Fig. 4. © Gary Weaser/Getty Images

Fig. 5. © Heinrich Sanden/AFP Sources Extra

Fig. 6. © The Asahi Shimbun/Getty Images

Fig. 7. © Bettmann/Getty Images

Fig. 8. © Rolls Press/Popperfoto/Getty Images

Image de couverture (haut). © Central Press/Hulton Archive/Getty Images

Image de couverture (bas). © Jacob Sutton/Gamma- Rapho/Getty Images

Clarification des droits avec la collaboration de l'agence La Collection.

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations et sigles.....	8
Introduction.....	11

PREMIÈRE PARTIE

LES ACTEURS

DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE

CHAPITRE I	
Centralisations et hiérarchies.....	19
CHAPITRE II	
L'Europe au cœur de la relation franco-britannique : « l'équation personnelle »	49
CHAPITRE III	
Acteurs, mentalités & opinions publiques	69
CHAPITRE IV	
Acteurs & partis politiques.....	83

DEUXIÈME PARTIE

LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE : FONCTIONNEMENT & MÉTHODES

CHAPITRE V	
Les structures de concertation	103
CHAPITRE VI	
Le triangle Paris-Londres-Bonn.....	149
CHAPITRE VII	
Les États-Unis dans la relation franco-britannique.....	167

TROISIÈME PARTIE

LES ENJEUX DE LA RELATION FRANCO-BRITANNIQUE

CHAPITRE VIII	
Des défis de même nature	189
CHAPITRE IX	
Quelle Europe pour la France et pour le Royaume-Uni ?	235
CHAPITRE X	
La France, le Royaume-Uni & le monde	275
Conclusion.....	303

ANNEXE 1	
Entretien avec le président Valéry Giscard d'Estaing le jeudi 20 septembre 2012	309
ANNEXE 2	
Discours de Valéry Giscard d'Estaing au Parlement le 23 juin 1976	315
ANNEXE 3	
Déclaration commune du 24 juin 1976.....	319
ANNEXE 4	
Tableau synoptique des réunions : France, Grande-Bretagne, Allemagne, CE, G7	323
ANNEXE 5	
Tableau synoptique des enjeux	325
ANNEXE 6	
Les enjeux de la relation franco-britannique dans les sommets	327
ANNEXE 7	
Entretien avec le président Valéry Giscard d'Estaing, le mercredi 22 novembre 2017	331
Bibliographie.....	337
Sources.....	355
Index des noms.....	359
Crédits photographiques.....	362
Table des matières.....	363